

Le Patriote

Volume 16, numéro 4 – décembre 2016

AU SERVICE DE LA NATION



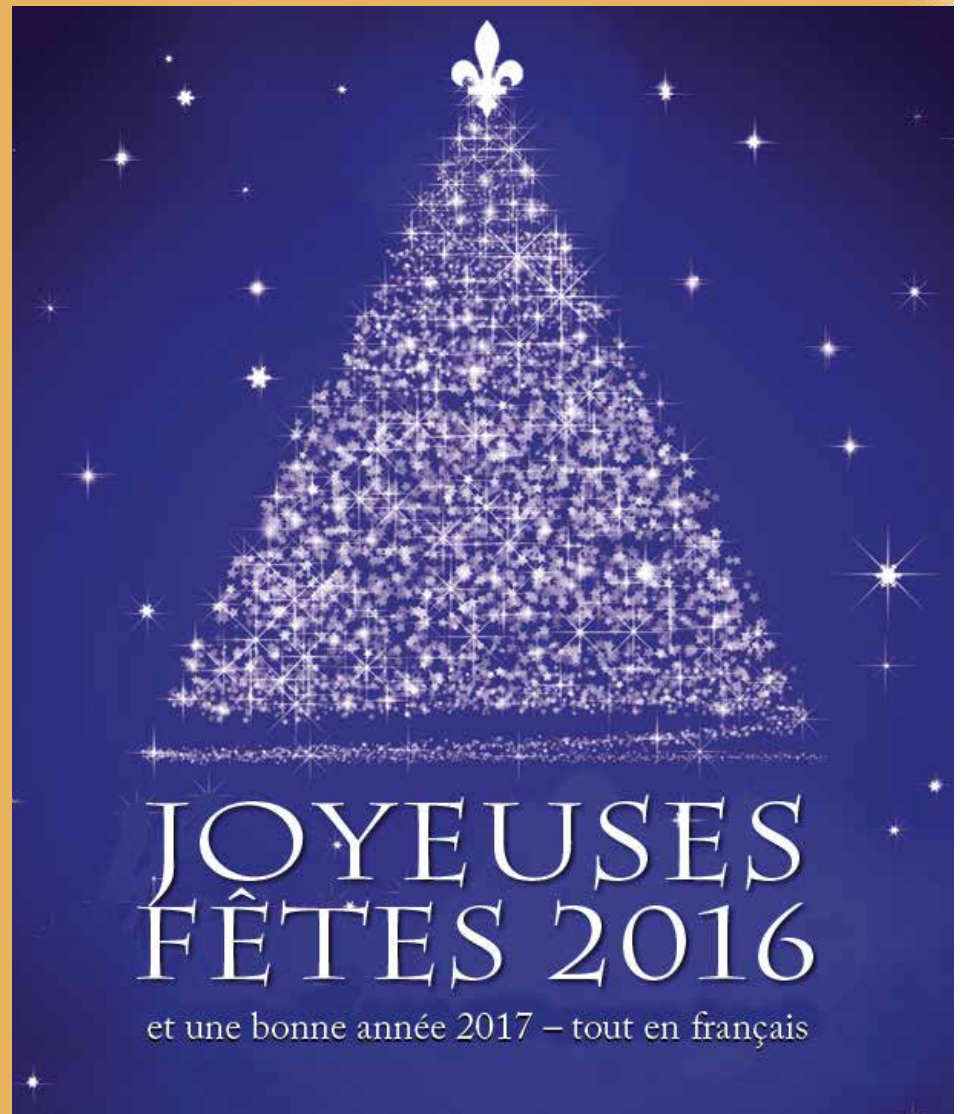
PRIX HÉLÈNE-PEDNEAULT (voir en pages 9 et 10)

France Langlais, Régine Laurent, Maxime Laporte, Pauline Marois, Josée Boileau, récipiendaire du prix et Françoise David.

Photo : Élane Des Lauriers



Jean-Paul Perreault, notre Patriote de l'année (voir en page 7).



Invitation aux membres de la SSJB
RÉCEPTION DU NOUVEL AN

Le dimanche 8 janvier, 11 heures à la Maison Ludger-Duvernay.
Buffet, musique traditionnelle et danse.
Veuillez nous aviser de votre présence avant le vendredi 6 janvier.
Prix d'entrée : 15 \$
Réservation : 514 843-8851 ou par courriel à cboisvert@ssjb.com.

Envois publications – 40009183

« C'est le rêve qui nous fait avancer,
mais on n'avance pas en rêvant. »

– René Lévesque



MONIQUE PAUZÉ
Députée fédérale de Repentigny

184, rue Notre-Dame (Bureau 201)
Repentigny (Qc) J6A 2P9
Téléphone: 450 581-3896
monique.pauze@parl.gc.ca



Suivez moi  
sur les médias sociaux!

Actualiser le Parti québécois

par *Didier Calmels*

Depuis l'élection de Jean-François Lisée à la tête du Parti québécois, la parti créé par René Lévesque vit un moment charnière. Le PQ, comme l'a affirmé le nouveau chef lors de son discours de victoire, est en mode écoute afin de se repenser. Ce n'est pas un choix, c'est une nécessité. S'il veut reconquérir le cœur des Québécois et ranimer l'enthousiasme pour ses idées, le PQ ne peut se contenter du statu quo. Il doit prouver qu'il est toujours le bon véhicule pour faire progresser le Québec. Une modernisation s'impose pour que le Parti québécois redevienne le grand parti rassembleur qu'il a déjà été.

Dans l'une des dernières entrevues qu'il a accordées à Radio-Canada en 2015, l'ancien premier ministre du Québec et ex-chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, comparait son ancien parti à un champ de ruines et affirmait qu'au fil des ans et des chefs subséquents, on avait *démoli graduellement ce parti. Surtout, on lui a fait perdre son âme, on lui a fait perdre son enthousiasme. On l'a égaré dans des discussions byzantines.*

Perdre son âme, c'est s'écarter de ses principes, renier ses convictions et agir comme on ne l'aurait pas fait avant. Cela signifie qu'en s'éloignant trop de ce qui a fait ce qu'on est, on se perd, on ne se reconnaît plus. Depuis trop longtemps le Parti québécois erre comme un bateau à la dérive qui se cherche un quai pour accoster, mais hésite entre plusieurs et continue de dériver.



Jean-François Lisée.

Cesser la dérive

Le PQ, en fait, est à l'image d'une grande partie du peuple québécois. Depuis la douloureuse défaite du référendum de 1995, il dérive. Il se cherche. L'échec lui a fait mal. Il sait qu'il est passé proche de quelque chose de grand, que le pays était à portée de main. Il sait que ces rencontres avec l'histoire n'arrivent que très rarement et craint de ne plus en avoir.

Un peuple ne peut dériver éternellement, soit il continue sa dérive et finit par sombrer et disparaître, soit il s'accroche et trouve une plate-forme ou un quai, en fait tout endroit fixe pour stopper sa dérive et s'ancre.

Des bouées, les Québécois en ont trouvés. Pour arrêter leur dérive certains se sont accrochés à la droite, à la gauche, d'autres ont même abdicqué en se disant que ça ne servait plus à rien de continuer à lutter et résister. Plusieurs ont redonné une chance au Canada et au fédéralisme.

L'errance politique est insupportable. Le PQ doit cesser sa dérive. L'égarément, le flou, les prises de position au gré des vents, doivent devenir chose du passé. Pour ramener les gens qui ont quitté, pour en intéresser de nouveaux, pour faire renaître l'effervescence et l'ardeur autour du parti et des ses idées, le Parti québécois doit se fixer, s'affirmer et se montrer solide. Si le PQ veut redevenir le point de ralliement du changement, s'il veut représenter au mieux les aspirations de l'ensemble des Québécois, il lui faut revenir à ses racines, aux idées qui l'on fait naître, soit la nécessaire indépendance, la social-démocratie, le partage de la richesse, la défense de la langue, l'ouverture au monde. Sur cette base, il doit aussi écouter, apporter de nouvelles idées, se moderniser, s'actualiser.

Courtiser

S'actualiser, ça ne veut pas dire de devenir la saveur du mois. Non, ça la Coalition avenir Québec de François Legault le fait très bien. C'est plutôt de redevenir une référence, un incontournable, un parti près des gens, près de leurs aspirations, près des enjeux de notre modernité. Le Parti québécois doit devenir la seule option valable pour représenter l'ensemble de la population.

Au cours des 10 dernières années, de nombreux partis se sont créés au Québec, représentant divers courants de pensée : la gauche communautariste avec Québec solidaire, la droite économique et fédéraliste avec la Coalition avenir Québec et l'indépendance au plus tôt avec Option nationale.

Les gens qui ont opté pour ces nouvelles formations, sont en partie des anciens partisans du PQ. Des gens qui ont déjà voté pour le parti, mais qui, pour diverses raisons, ne le font plus. S'actualiser, c'est d'aller à la source des raisons et trouver pourquoi ces gens ne font plus confiance au PQ.

Pendant longtemps, on a misé sur des alliances, on a pensé à des coalitions avec ces partis, on a voulu travailler sur les points en commun et s'associer temporairement lors d'élections, mais après de nombreuses mains tendues, des négociations, des appels à l'unité, il faut se rendre à l'évidence, ces partis restent fermés, attachés à leur structure et trouvent toujours des raisons pour ne pas s'associer, même de façon passagère, au Parti québécois. Pour eux, c'est leur parti avant la patrie.

Le PQ doit maintenant miser sur l'électorat de ces partis d'opposition. Il doit courtiser les gens qui jadis votaient pour le Parti québécois et qui logent maintenant à d'autres enseignes. Courtiser, mais comment? En donnant la parole aux gens, autant à ceux qui sont restés fidèles au PQ, qu'à ceux qui ont quitté. Il faut entendre ces gens de tout le Québec, dans les villes et les régions. Il faut savoir ce qui ne les rejoint plus au PQ. Il faut leur demander quels sont les gestes, les prises de position et les politiques qui les feraient revenir, ou à tout le moins considérer un retour, au PQ. Et pas de limite, pas de cadre préétabli, il faut entendre les gens

sur des sujets divers. tant économique, social, qu'environnemental. Se moderniser, ce n'est pas simplement une vue de l'esprit, ou bien un slogan publicitaire, c'est accomplir des actions décisives.

S'il veut que le parti dont il est chef redevienne une coalition arc-en-ciel, rejoignant les gens de divers âges et tendances, tous ceux qui ont à cœur le Québec, s'il veut positionner le PQ pour l'élection de 2018 comme étant le seul capable de déloger le gouvernement Couillard qui est toxique pour le Québec, Lisée n'a pas le choix d'actualiser le PQ. Réfléchir, repenser, reconstruire, ressouder et reconquérir, ce n'est pas un parcours facile qui attend les membres et surtout le chef du Parti québécois. C'est un moment charnière que vit ce parti, un tournant important qui déterminera si le PQ est toujours capable de représenter le mieux les aspirations actuelles de la population. •••



Quand on ne parle que l'arabe, dans un milieu francophone, les enfants sont un puissant facteur d'intégration. À Drummondville, la jeune réfugiée syrienne Rou'a (troisième à partir de la gauche) s'est déjà fait plein d'amis dans la cour de l'école La Poudrière.

(Photo : Radio-Canada)

De mon grand pays solitaire

Je crie avant que de me taire

À tous les hommes de la terre

Ma maison c'est votre maison

Entre mes quatre murs de glace

Je mets mon temps et mon espace

À préparer le feu la place

Pour les humains de l'horizon

Et les humains sont de ma race

– *Mon pays, Gilles Vigneault*

DES CITOYENS DÉPOSENT 423 PLAINTES À L'OQLF

Le 15 novembre, une dizaine de citoyens déposaient au siège social de l'Office québécois de la langue française, pas moins de 423 plaintes visant des sites Internet non-conformes à la Loi 101, appartenant à des entreprises du parc industriel de Saint-Laurent. Cette opération, réalisée en collaboration avec la **SSJB de Montréal** et l'**Association péquiste de Saint-Laurent**, est la seconde phase d'une campagne démarrée en mai dernier avec la publication d'une étude de Jean Archambault, qui recensait plus de 1180 portails web liés à des entreprises de présentation et de

distribution du TechnoParc Saint-Laurent, dont près de 70 % se sont révélés unilingues anglais ou affichant leur page d'accueil en anglais. Cette étude a permis de dresser un portrait vérifié de la langue du commerce électronique dans l'un des quartiers les plus névralgiques de Montréal eu égard à l'avenir du français, langue commune, langue d'intégration et langue du commerce.

•••

CONVENTION DE LA POSTE – PUBLICATION 40009183

RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE
NE POUVANT ÊTRE LIVRÉE AU CANADA
AU SERVICE DES PUBLICATIONS
82, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL QC H2X 1X3

courriel : journal@ssjb.com

Le mot du président général

Une bonne fois pour toutes

par Maxime Laporte

[Transcription d'un discours du Président général prononcé à la Maison Ludger-Duvernay le 17 novembre 2016, à l'occasion de la soirée inaugurale du colloque historique sur les 40 ans de la prise du pouvoir du gouvernement Lévesque.]

Monsieur le Premier ministre et président d'honneur,
Madame la Première ministre,
Monsieur le chef de l'Opposition officielle,
Chers anciens ministres et anciens parlementaires,
Chers anciens Présidents généraux,
Distingués invités,

Bienvenue en notre belle Maison Ludger-Duvernay, ce carrefour par excellence de débats et de réflexions sur notre passé, notre présent et notre avenir communs.

C'est dans ce lieu qu'ont émergé tant d'idées phares pour la poursuite de notre destinée nationale. C'est même dans ce lieu, qui abritait jadis le Club de réforme, qu'a été conçue et articulée en bonne partie la Révolution tranquille avec Georges-Émile Lapalme.

Aujourd'hui et pour les deux prochains jours, c'est dans ce lieu, aussi, que nous réfléchissons ensemble sur la portée historique de l'accession au pouvoir du gouvernement de monsieur René Lévesque le 15 novembre 1976, et que nous discuterons de l'évolution du parti qu'il a fondé, le Parti Québécois, celui-là même dont on a déjà cru à tort qu'il ne serait qu'une erreur de parcours.

Ce colloque que nous tenons ces jours-ci, organisé par notre conseillère générale Josiane Lavallée, à qui je rends hommage en passant pour son travail extraordinaire ; ce colloque ne se veut surtout pas une activité partisane. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, fondée en 1834, est une organisation citoyenne, comme vous le savez. Elle a vu passer depuis sa création, des dizaines et des dizaines d'hommes et de femmes politiques, des dizaines et des dizaines de chefs historiques, des dizaines et des dizaines de formations et d'organismes politiques de toute nature.

Pendant tout ce temps, elle est restée là, solide comme le roc, elle a veillé au grain, elle a mené des campagnes extraordinaires et généré de l'avancement collectif, toujours en restant fidèle à son mandat historique en tant

que première Société nationale, en tant que mère et centre de gravité de ce mouvement citoyen, véritable ministère du combat civique et patriotique au Québec. Ce mandat, cette mission fondamentale, cristallisée dans plusieurs lois de l'Assemblée nationale depuis la moitié du 19^e siècle, consiste essentiellement à rappeler inlassablement à nos élus, à nos élites, à nos gouvernants « qu'on existe » et parfois jusqu'à leur botter le derrière, oui, pour bien signifier qu'il y a ici un peuple, et que ce peuple *peut, doit, mérite* de vivre et de s'émanciper. Que ce peuple *vivra*, qu'il *s'émancipera*, parce qu'il ne s'agit pas seulement pour lui de survivre, mais d'accoucher de lui-même pour parachever cette grande aventure de quatre siècles qui nous rend si entêtés d'avenir.

Ce colloque est donc non-partisan. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal n'est pas péquiste, pas plus qu'elle n'est caquiste d'ailleurs, ou libérale ou Québéco-solidaire ou oniste. Mais, notre rôle consiste à accompagner tous ceux et celles qui, au-delà de leurs couleurs politiques, de leurs couleurs de peau, ou même de leurs couleurs... de caleçon, aiment le Québec au point de le vouloir grand, beau, fort ; au point de vouloir en faire leur patrie, leur pays.

Qu'on soit péquiste ou non, nul ne peut nier que l'élection du 15 novembre 1976 aura bousculé durablement notre paysage politique. Cet événement majeur a structuré et structure encore nos débats politiques, n'en déplaise à ceux qui voudraient nous faire croire que la question nationale est



Notre Président général poursuit le combat judiciaire de la SSJB pour sauvegarder la Loi 99. Voir p. 11

dépassée ou qu'elle n'est pas une vraie affaire. Or, le fait est que la question nationale est toujours en 2016 une *vraie* vraie affaire, qu'elle est incontournable, qu'elle est irréductible, tout comme notre mouvement qui la porte toujours aussi fièrement, tout comme les 40 % de Québécois qui tiennent toujours à ce qu'on y réponde enfin, à cette question nationale, sachant que la réponse se trouve déjà à bien des égards, dans la question.

Alors, comme organisme non-partisan, on aurait très bien pu envisager de tenir plutôt un colloque sur les 150 ans du Parti libéral, mais bon comme ils vont eux-mêmes s'en charger l'an prochain à coup de 300 000 \$... Et comme on n'a pas tellement d'entrées dans les cercles intellectuels de criminologues... (C'est une blague... Remarquez, il y a toujours un fond de vérité dans chaque blague...). Aussi serait-il pertinent de rappeler aux Libéraux que leur parti s'opposait, il y a 150 ans, à l'entrée du Québec dans la Confédération... Mais bref, il valait mieux que l'exercice porte sur le Parti Québécois, sachant cette fois qu'il ne manque pas de brillants politologues, sociologues, juristes pour approfondir cette matière, comme en témoigne d'ailleurs notre formidable programmation, et considérant aussi qu'on doit bien ça au grand René Lévesque, celui qui, comme le dit son épitaphe écrite par Félix Leclerc, « fait partie de la courte liste des libérateurs de peuples ». Monsieur Lévesque était un ami de la Société. On aimerait tant discuter avec lui par les temps qui courent, autour d'une bière ou d'un scotch dans un pub du Quartier Latin ou du Vieux-Québec...

Qu'est-ce qu'il dirait, qu'est-ce qu'il penserait, monsieur Lévesque, de la suite de

l'histoire, de tout ce qu'il a manqué depuis son départ ; de l'évolution du mouvement dont il est l'un des pères, des nouvelles générations d'indépendantistes et de progressistes qui lui ont succédé? Qu'est-ce qu'il dirait de son propre parcours, avec le recul? On ne le saura jamais. Et bien malin qui oserait le dire en son nom. Mais, on a la chance d'avoir parmi nous, et tout au long de ce colloque, des témoins vivants, des acteurs historiques du Parti Québécois, du temps de son fondateur, et du temps de ses successeurs, qui peuvent nous en apprendre et aider à faire la lumière sur le passé, l'être et le devenir de ce parti et plus encore, le sort du mouvement dont il est encore le navire amiral.

La capacité pour un mouvement politique de mener un exercice réflexif, de dresser de temps à autre un bilan critique, sans complaisance, de son propre parcours, c'est là une grande qualité à cultiver, c'est là la preuve d'une volonté véritable de réactualisation et d'un sens de la sagesse et de la maturité politique. Surtout, cela démontre que c'est le bien commun que nous voulons, pas seulement notre bien individuel, pas seulement celui d'une organisation. L'idée, c'est de dégager de l'ensemble de cet exercice, les moyens de mieux servir le bien commun, tout en restant fidèle aux rêves qui ont enfanté ce mouvement. Et c'est de le faire de manière constructive, en ayant bien accusé réception, du reste, des claques au visage qui nous sont parfois administrées à juste titre, tantôt par l'électorat, tantôt par nos alliés, tantôt par les Christian Saint-Germain de ce monde et autres brillants empêcheurs de tourner en rond, que leur mère a mis au monde, eux aussi, et qu'« on devrait peut-être [...] écouter » davantage. – Petit clin d'œil à Harmonium, ici, dont on célèbre aussi le 40^e de leur chef-d'œuvre, l'*Heptade*.

Mes chers amis, nous aurons droit à tout un colloque. Pussions-nous en ressortir plus éclairés, plus déterminés, plus résolus que jamais ! Pussions-nous en tirer toutes les conclusions utiles afin qu'un jour, une bonne fois, une bonne fois pour toutes – autour de 2022 paraît-il – on puisse dire à nouveau : « J'ai jamais été aussi fier d'être Québécois ! »

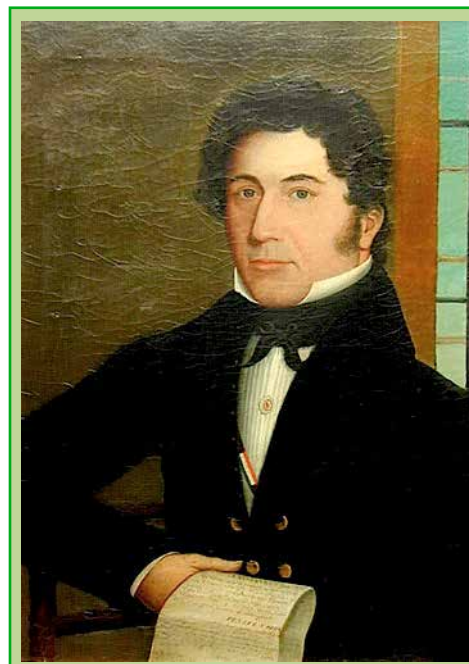
Vive la liberté, vive l'indépendance ! •••

LA JUSTICE AU QUÉBEC ?

Laissez-moi tranquille !



Pierre Dagesse



Ludger Duvernay, fondateur de la SSJB

En 2017, posez un geste militant en incitant des amis ou des proches à adhérer à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal – une institution nationale fondée en 1834 par le patriote Ludger Duvernay – afin de poursuivre et de mener à terme le combat pour notre émancipation ! Militez dans l'une de ses nombreuses sections sur l'île de Montréal, à Laval, en Montérégie, dans Lanaudière, dans les Basses-Laurentides...

Et restez surtout informé en vous rendant régulièrement sur le site ssjb.com et en vous abonnant à son Infolettre.

Anglicisation du commerce et de l'affichage : Le ministre Luc Fortin aurait dû aller plus loin

Après plus d'un an de consultations, nous sommes déçus que le ministre de la Culture et des Communications, Luc Fortin, adopte une réglementation qui, selon nous, est non seulement floue, mais risque de contribuer à l'affaiblissement du français. Le règlement évite, volontairement, la francisation des entreprises affichant une marque de commerce dans une autre langue que le français et opte plutôt pour un timide appel à assortir les marques d'une « présence suffisante » de la langue officielle. Il suffit d'un simple slogan en caractères plus petits sur les façades extérieures pour contenter le seul État francophone d'Amérique.

Privilégier uniquement une « présence suffisante du français » ouvre toute grande la porte à un accroissement, voire un recul, par rapport au principe de la nette prédominance du français en matière d'affichage commercial, formulé par la Cour suprême du Canada en 1988. Comment ce vague concept peut-il être appliqué et défendu uniformément et adéquatement par l'Office québécois de la langue française, surtout dans un contexte où il doit composer avec de multiples coupes budgétaires ? En vérité, avec la réglementation proposée en matière de langue d'affichage commerciale, le brouillard s'épaissit, les règles deviennent plus complexes et la population est moins à même de juger du respect de la Charte de la langue française au quotidien et, surtout, de constater une présence prédominante du français dans le paysage québécois. Cela soulève la question sur la véritable stratégie gouvernementale en matière de francisation des entreprises.

Du français partout, parce qu'on est en 2016 !

Pour améliorer la situation, le ministre aurait simplement pu adopter un règlement qui oblige l'ajout d'un générique français à la marque de commerce à l'intérieur des magasins, de même que sur les supports temporaires et les biens meubles. Ainsi, pourquoi un générique français n'est-il pas imposé à une marque de commerce anglaise sur tous les supports publicitaires et les communications commerciales ? Citons en exemple les sites Internet, les uniformes des employés et employées, les en-têtes dans les correspondances officielles, les façades des véhicules de transport, les dépliants promotionnels, les publicités Web et télé, etc. Une telle décision aurait pourtant été cohérente avec le droit fondamental des travailleuses et travailleurs du Québec d'évoluer dans un environnement en français partout sur le territoire.

L'occasion aurait également été bonne de réviser d'autres aspects moins connus de la réglementation. En particulier, le gouvernement aurait pu mettre fin à la règle

de « l'équivalence minimale du français par rapport à l'anglais » pour tout ce qui concerne les musées, les jardins botaniques, la santé et la sécurité publiques, etc. Dans les faits, cette règle se traduit par un bilinguisme quasi systématique. Mais non, aucun de ces enjeux n'est abordé dans la modification réglementaire du ministre Fortin...

Changer la loi plutôt qu'un simple règlement

Rappelons que ces modifications apportées par le gouvernement du Québec interviennent à la suite de l'affaire Québec contre Magasins Best Buy ltée, débattue ces dernières années devant la Cour supérieure puis, finalement, devant la Cour d'appel en 2015. À ce moment, le gouvernement du Québec s'était tout simplement abstenu de porter la cause jusqu'en Cour suprême du Canada.

Aujourd'hui, l'État québécois se trouve à intégrer dans sa propre réglementation les paramètres de son plus récent échec judiciaire sur le front linguistique, alors qu'il jouissait pourtant de toute la latitude nécessaire pour infirmer législativement les prescriptions de la Cour d'appel et réaffirmer de manière concrète et puissante le statut du français dans l'espace public.

En définitive, dans un contexte évident de mondialisation et d'anglicisation, et sachant qu'il est du devoir de tout élu québécois de défendre bec et ongles la seule langue officielle et commune du Québec, le français, pourquoi choisir d'en faire si peu ?

*Ont signé ce texte :

Maxime Laporte, président général de la SSJB ;
Jacques Létourneau, président de la CSN ;
Daniel Boyer, président de la FTQ ;
Louise Chabot, présidente de la CSQ ;
Christian Daigle, président du SFPQ ;
Régine Laurent, présidente de la FIQ ;
Sylvain Mallette, président de la FAE ;
Rose Crevier-Dagenais, présidente de la FECQ ;
Sophie Prigent, présidente de l'UDA ;
Martine Desjardins, présidente du MNQ ;
Pierre Graveline, directeur général de la Fondation Lionel-Groulx ;
Éric Bouchard, directeur général du MQF.



La Fondation pour la langue française est issue de la Fondation Langelier, créée en 1988 grâce à l'obtention d'un don substantiel de Monsieur J. Donat Langelier, un homme d'affaires engagé, qui souhaitait ainsi participer à l'essor des communautés francophones au Canada anglais.

Au sein de la Fondation pour la langue française, le Fonds Langelier a été constitué et continue d'être voué à la francophonie canadienne hors-Québec. Soulignons que depuis 1988, plusieurs associations, écoles, institutions et organismes charitables ont bénéficié des contributions de ce fonds.

Quant au Fonds pour la langue française, il est voué à financer les projets qui valorisent les objectifs que s'est fixés la Fondation.

La Fondation pour la langue française est aujourd'hui **le seul organisme de bienfaisance** entièrement consacré à la promotion du français au Québec et au Canada. Sa mission est à la fois simple et porteuse. Elle vise à rassembler ceux et celles qui ont notre langue à cœur et qui voient dans la vitalité du français un important facteur de cohésion sociale, de développement économique et de fierté collective.

Campagne de financement

2017-2020 !

Devant la précarité du français au **Québec et au Canada**, la Fondation pour la langue française organise, pour la première fois de son histoire, une importante campagne de financement à laquelle **vous êtes conviés.**

Objectif : 5 millions !

L'objectif de la campagne est de 5 000 000 \$ permettant, à terme, un réinvestissement d'environ **250 000 \$ annuellement**. Nous nous engageons à utiliser le fruit des sommes recueillies dans l'intérêt du développement de différents projets en lien avec notre mission. Pour réaliser nos projets structurants, un financement adéquat et substantiel est incontournable. Depuis sa mise en œuvre, c'est près d'un **million de dollars** que nous avons amassés. Loin d'être suffisant pour réaliser nos ambitions, nous lançons la présente campagne de financement qui s'étendra sur les cinq prochaines années.

Merci de contribuer aujourd'hui au renforcement de la qualité et de l'usage de la langue française au Québec et dans les communautés francophones du Canada.

Pour tout renseignement :



Ève Montpetit au 514-843-8851, poste 454
ou info@fondationlanguefrancaise.org

HUMOUR

À qui le prix Léonie-Gagnon 2016 ?

par Christian Gagnon

Tandis que l'année s'achève, empressons-nous de souligner le 55^e anniversaire d'une de ces anecdotes qui font de la petite histoire du Québec une source inépuisable de savoureux quiproquos. En octobre 1961, le premier ministre Jean Lesage et sa suite sont en visite officielle à Paris. Les hôtes français reçoivent avec éclat la délégation québécoise lors d'un fastueux dîner à l'Élysée. Les ministres de « la Belle province » et leurs épouses sont impressionnés, voire intimidés. Et pour en rajouter, le ministre gaulliste de la Culture, un certain André Malraux, fait grand étalage de ses immenses talents de tribun en alimentant les conversations de sa prose. Ancien résistant et militant antifasciste, le prolifique écrivain a déjà à son actif de fort nombreux romans chez Grasset, Gallimard et à La Pléiade lui ayant valu la célébrité, de même qu'un prix Interallié et un Goncourt.



Malraux sur un timbre-poste français émis en 1996.



Jean Lesage, premier ministre du Québec.

Tous deux Abitibiens nés de pères cultivateurs, le ministre de l'Agriculture et de la colonisation Alcide Courcy et son épouse Léonie Gagnon sont séduits par la verve de Malraux. Mais, malgré leur mi-quarantaine et le métier d'institutrice de madame, les deux Québécois ne semblent pas avoir entendu parler auparavant de l'auteur de *La Condition humaine*. Et puis, à la fin du repas, enthousiaste, Madame Courcy s'exclame, *Monsieur Malraux, vous parlez tellement bien, vous devriez écrire!* La perle a été racontée par le regretté André Patry à Hervé Bastien dans *André Malraux et le rayonnement culturel de la France* (Éditions Complexe, 2004, page 196).

Malgré les immenses progrès du Québec en éducation depuis cette lointaine époque, d'aussi retentissantes démonstrations d'inculture mettant un gouvernement dans l'embarras se produisent encore de nos jours. Mais à qui donc pourrait-on décerner un prix Léonie-Gagnon pour l'année en cours ? En ces temps où l'actualité est dominée par l'affaire Gerry Sklavounos, les agressions sexuelles à l'Université Laval, les conversations de vestiaire de Donald Trump et le mouvement « Sans oui, c'est non », il me vient une idée. Elle n'était ministre de la Condition féminine que depuis quelques semaines lorsqu'à sa toute première grande entrevue à ce titre en février dernier, elle s'est empressée de refuser l'étiquette de « féministe ». N'en étant manifestement qu'à l'aube de sa réflexion sur le sujet, notre vice-première ministre a semblé n'avoir eu rien d'autre à dire que de relayer cette rengaine héritée d'on ne sait quelle taverne à l'effet qu'être féministe signifiait immanquablement être anti-hommes, d'où le mémorable et lumineux « Let's go, vas-y ». Tiendrait-elle le même discours aujourd'hui ? Quoi qu'il en soit, *Le Patriote* propose la mise en nomination de la députée de Louis-Riel, madame Lise Thériault. ...



Lise Thériault, candidate au prix Léonie-Gagnon 2016.

Dans la série

FIGURES MARQUANTES DE NOTRE HISTOIRE
de la Fondation Lionel-Groulx, venez assister à la conférence portant sur la féministe ÉVA CIRCÉ-CÔTÉ, présentée par Andrée Lévesque, historienne et biographe.



Éva Circé-Côté (1871-1949) est une journaliste, une dramaturge et une bibliothécaire québécoise. Elle est aussi connue pour son militantisme en faveur de l'éducation, contre l'ingérence du clergé dans la politique et pour l'émancipation des femmes. Elle a écrit, entre autres œuvres, un essai sur Louis-Joseph Papineau.

Cette rencontre se tiendra le 24 janvier 2017, à 19 heures, à la grande Bibliothèque du Québec au 475, boul. de Maisonneuve Est, à Montréal. Entrée libre. Renseignements : 514 873-1101.

Imaginer octobre 1970 sans la « crise »?

par Pierre Allard



Des militaires montant la garde en octobre 1970...

Dans son roman *22/11/63*, Stephen King tente d'imaginer ce que serait devenu son pays et le monde si on avait pu, en retournant dans le passé, éviter l'assassinat de John F. Kennedy. On ne saura jamais à quel point la vision d'apocalypse qu'il projette aurait pu être plausible, mais cela donne tout au moins un scénario fascinant. C'est une technique qu'a aussi employée Éric-Emmanuel Schmitt dans *La part de l'autre* pour imaginer ce qu'aurait été la vie d'Adolf Hitler si ce dernier était devenu artiste...

En relisant un vieux numéro du 26 septembre 1970 du *Quartier latin*, l'ancien magazine des étudiants de l'Université de Montréal, la machine à voyager dans le temps a embrayé et j'ai pu entrevoir des événements qui auraient pu remplacer notre « crise d'octobre » si deux cellules du Front de libération du Québec n'étaient pas intervenues, une pour enlever le diplomate James Cross (5 octobre), l'autre pour kidnapper (10 octobre) et assassiner (17 octobre) le ministre Pierre Laporte, sur fond de mesures de guerre (16 octobre) et d'emprisonnements injustifiés de centaines d'innocents.



Sous le titre *FLQ versus la patente judiciaire*, l'article non signé du *Quartier latin* annonce un automne chaud axé tout autant sur le FLQ, mais se déroulant essentiellement devant les tribunaux. Il faut rappeler que dans le sillage de l'élection vivement contestée d'avril 1970, de la victoire de Robert Bourassa, du coup de la Brinks, et de la maigre récolte de sept députés pour le PQ qui, à son premier scrutin général, avait récolté 23 % des voix, un vent de révolte s'annonçait, particulièrement au sein de la jeune génération.

En juin 1970, la police avait arrêté le felquiste Claude Morency à Prévost, au nord de Saint-Jérôme, et l'avait accusé avec ses camarades François Lanctôt et André Roy d'avoir conspiré pour enlever l'ambassadeur des États-Unis au Canada, Harrison Burgess, d'avoir commis un vol à main armée à la caisse pop de l'Université de Montréal, et d'avoir été en possession illégale de dynamite. Or, le procès de Morency devait avoir lieu (et a de fait eu lieu) le 9 octobre 1970. Et on y prédisait de la bisbille...

Selon le journal étudiant, les accusés avaient l'intention de ne pas respecter les règles du tribunal et les rapports traditionnels autorité-accusé. Ils allaient d'abord clamer leur refus d'être jugés par un homme qui tient son rôle social de par ses influences politiques. Le procès des trois du FLQ pourrait provoquer une grande foire dans l'édifice sinistre de la rue Notre-Dame, ajoutait l'auteur du texte.

Par ailleurs, on prévoyait à l'automne une abondance de procès politiques qui auraient pu devenir des points de ralliement pour des actions de contestation :

- les causes de Pierre Vallières et Charles Gagnon, toujours en attente;
- le procès de Pierre Marcil, accusé de conspiration pour l'enlèvement du délégué commercial d'Israël à Montréal;
- le procès d'Yves Bourgault, accusé de sédition et de possession d'explosifs;
- la comparution des 21 de la Maison du pêcheur à Percé;
- la reprise des procès de Reggie Chartrand, Raymond Lemieux et Laurier Gravel, également accusés de sédition; ainsi que
- les procès et sentences de matraqués du 24 juin 1968, et les procès d'accusés dans l'affaire raciale de Sir George Williams (11 février 1969).

Et comme si cette « pluie » de procès de felquistes et d'indépendantistes, déjà porteuse d'éclairs, de coups de tonnerre et de bourrasques potentiellement violentes, ne suffisait pas, le journal des étudiants de l'Université de Montréal invitait ses lecteurs et lectrices à « ridiculiser cette immense patente (judiciaire) qui opprime les Québécois » en posant des gestes de provocation dans les salles de tribunaux. Voici quelques suggestions offertes à titre d'exemple par le *Quartier latin*:

- Lancez des confétis.
- Laissez tomber sur le plancher des couleuvres, des crapauds, des criquets, des tortues, des souris.
- Lancez des billes (smokes) sur les calorifères.
- Que tous les spectateurs se lèvent en même temps et fassent le geste de lancer un objet vers le juge. Une seule tomate ou un seul œuf s'effondre dans la face du juge... alors tout le monde est safe.
- Gazouillez comme des petits zoiseaux...
- Jappez quand un flic témoigne pour la Couronne.

Il faut que les accusés se sentent appuyés par les militants.

Quand le *Quartier latin* a publié son numéro suivant, le 9 octobre 1970, on ne parlait plus – on ne parlerait plus jamais – d'un tel scénario. On n'y publiait que le manifeste du FLQ, lu également sur les ondes de Radio-Canada et ailleurs, d'autres événements ayant été mis en marche. On connaît la suite. Je m'en souviens pour avoir couvert la crise d'octobre comme journaliste. Les plus jeunes la retrouveront dans les livres d'histoire. Mais un bon rédacteur de romans, amateur d'histoire-fiction, pourrait bricoler un passionnant « que-serait-il-arrivé-si... » avec cette page d'un magazine étudiant publié à peine quelques jours avant l'entrée en scène de la cellule Libération...

[NDLR : Pierre Allard est journaliste. Ex-éditorialiste au quotidien *LeDroit*. Blogueur occasionnel au Huffington Post Québec. Grand prix de journalisme Olivar-Asselin 2014. Ce texte est d'abord paru sur son blogue le 14 octobre 2016. Nous invitons d'ailleurs nos lecteurs et lectrices à se rendre sur ce blogue pour y découvrir de fort intéressants articles.]

QUI AIME BIEN, CHÂTIE BIEN

Misteur Khadir et l'anglais

par Jean-Pierre Durand

Le Mouvement Montréal français avait coutume il y a quelques années de décerner le prix Autruche à une personne ou une organisation s'étant distinguée par son aveuglement volontaire sur la situation du français au Québec. En 2016, je ne suis pas loin de croire que le député de Mercier Amir Khadir aurait été bien positionné pour remporter la palme. J'avoue être passé par toute la gamme des émotions en apprenant que le parlementaire avait choisi de s'exprimer en anglais à l'Assemblée nationale le 30 novembre dernier. J'ai été tour à tour surpris, déçu, estomaqué et, surtout, profondément choqué par le geste d'un député que j'estime et que je croyais profondément en symbiose avec le Québec. Un député qui, de surcroît, est présenté sur le site même de Québec Solidaire comme un *ardent défenseur de la culture québécoise (...)* passionné de poésie, parsemant ses discours d'extraits de poèmes ou de chansons des Gaston Miron, Gilles Vigneault et Richard Desjardins. Or, ce même homme, dans un moment que d'aucuns qualifient d'égarement, mais que je considère plutôt comme un manque flagrant d'empathie pour la langue officielle du Québec, ce même homme, dis-je, s'est fourvoyé royalement et a raté une belle occasion de se taire. De nombreux internautes s'en sont à juste titre offusqués. On a vu Jean Dorion, notre ancien Président général, le noter fort justement sur le site de la SSJB (*Amir Khadir déprimant*, 1^{er} décembre 2016), ainsi que, dans un registre quelque peu différent, Mathieu Bock-Côté dans sa chronique du *Journal de Montréal* (*Ça devient gênant, et même honteux*, 30 novembre 2016).

À ceux qui concluraient trop vite que je blâme monsieur Khadir parce que je ne suis pas de QS (même si j'en ai fait partie le temps d'une carte d'adhésion), ce n'est pas le cas. Sur la question linguistique, je ne fais jamais de quartier. Chaque fois qu'un parlementaire québécois, quelle que soit son allégeance, pose un geste allant à l'encontre de ce qui devrait aller de soi dans le seul État encore français d'Amérique, je ne me gêne pas pour le réprimander. Ce fut comme cela quand madame Marois, en 2008, a évoqué la possibilité d'enseigner le cours d'histoire en immersion anglaise, quand monsieur Lisée, en 2013, s'est dit favorable au bilinguisme dans le métro, ou encore quand monsieur Couillard, en 2014, s'est adressé uniquement en anglais dans un forum international tenu en Islande... et j'entends bien réagir toujours ainsi, car il en va de la survie et de la pérennité du français. Rien de moins.

Le député solidaire aurait, selon ses propres dires, posé ce geste pour que les électeurs anglophones soient informés du financement illégal au Parti libéral ! Et, bien entendu, saisissant la balle au bond, le ministre libéral Carlos J. Leitão lui a répliqué dans la même langue... alors que pourtant – cherchez l'erreur – ni l'un ni l'autre ne sont des anglophones ! Dans un État qui a fait du français sa langue officielle après de dures années d'épreuve et de chaudes luttes, dans un État où encore aujourd'hui, pour peu qu'on se promène dans la Cité, l'on voit que le français demeure fragile, essuie des revers importants et accuse invariablement des reculs, on comprendra que l'idée saugrenue de monsieur Khadir d'utiliser l'anglais n'est pas la trouvaille du siècle, quand bien même le mobile (accuser les Libéraux) est on ne peut plus pertinent. Par l'usage de l'anglais dans l'enceinte du Parlement, quel message envoie Khadir aux entreprises privées qui s'installent au Québec et qui, si on leur laissait le choix, n'hésiteraient pas à n'utiliser que l'anglais ? Quel message envoie-t-il encore aux nouveaux arrivants qui s'installent au Québec et qui ne sont pas francophones, ni même francotropes ?

Quant aux arguments du député à l'effet que par cette tactique il a attiré l'attention des médias anglophones et qu'ainsi la communauté anglophone n'en sera que

mieux informée, c'est une explication non seulement tirée par les cheveux, mais d'un ridicule navrant. Persister dans cette veine de passer à l'anglais au besoin pour se faire comprendre mènerait tout droit au bilinguisme institutionnel et l'anglais reprendrait le terrain perdu depuis les batailles linguistiques des années soixante et d'avant. Sans parler des petits malins qui en arriveraient à soutenir qu'à quoi bon s'embarasser de deux langues quand une seule peut suffire. En bref, le député use d'une tactique qu'il conçoit comme originale et, du même coup, fait entrer le loup dans la bergerie (l'anglais à l'Assemblée nationale). Pour se donner bonne conscience, Amir répond à ses détracteurs : *J'estime qu'on est en droit de poser des questions en chinois, en espagnol, en hindi, en farsi et en anglais !* Or, par cette entourloupette, Khadir tend à banaliser l'usage de l'anglais. Alors qu'il n'est pas nécessaire d'avoir fait son cours classique pour comprendre que le problème au Québec ne se pose pas avec l'usage du chinois, du farsi, du mohawk, voire du bachi-bouzouk si cela se trouve, mais avec l'anglais, qui est la langue dominante dans cette partie du monde sous l'influence du néolibéralisme et de l'impérialisme américain, qui tous deux se conjuguent évidemment en anglische. Jamais je croirai qu'un député qui se flatte d'être à gauche n'a pas compris cette chose élémentaire.

Voici ce que Pierre Bourgault, qui n'eut jamais, lui, le privilège et l'honneur de siéger à l'Assemblée nationale, avait à dire en 1997 : *Nous avons voulu changer le Québec et nous l'avons changé. Aujourd'hui, nos enfants de toutes origines se retrouvent dans notre langue commune et savent que le français, s'il nous isole en Amérique du Nord, nous ouvre aussi tous les horizons à travers le monde. Ils savent que quand nous défendons le français chez nous, ce sont toutes les langues du monde que nous défendons contre l'hégémonie d'une seule. Nos enfants savent que nous sommes là pour rester !*

Monsieur Khadir doit saisir qu'une langue minoritaire, dans un environnement anglophone comme le nôtre, restera toujours fragile. Voici deux petits exemples tirés de ma propre et modeste expérience. Mes grands-parents paternels sont nés et ont grandi dans le Midwest américain et, plus tard, au Manitoba, il y a quelque cent ans. Mon grand-père John, après son mariage en pays Métis, a choisi de venir s'établir au Québec, d'où originait sa famille. Cinquante ans plus tard et des poussières, toute sa parenté demeurée « dans les plaines » avait grand mal à parler sa langue maternelle, et cela, c'est sans parler de la progéniture passée entièrement à l'anglais. Mon grand-père, au crépuscule de sa vie, est retourné dans l'Ouest canadien revoir pour une dernière fois les siens. Tout ce qu'il en avait rapporté quand il est revenu au Québec, c'est un triste constat : ils ne parlaient plus désormais le français.

Second exemple. Au milieu des années 1970, alors que je passais quelques jours à Lowell (Massachusetts), afin d'y faire une recherche sur les Franco-Américains, pour un cours de cégep, j'étais étonné qu'à quelques kilomètres de Boston on puisse à ce point comprendre et parler le français. Partout où je me rendais dans cette ville, parsemée naguère d'écoles et de paroisses entièrement francophones, que ce soit dans les familles, les restaurants ou en prenant un taxi. Il se trouvait toujours quelqu'un pour me parler en français. Ils étaient les fiers descendants des Canadiens français établis dans la Nouvelle-Angleterre dès la fin du XIX^e siècle pour y gagner leur vie et nourrir leurs familles nombreuses, tout en conservant leur identité catholique et française. Aujourd'hui pourtant, en 2016, dans cette même ville de Lowell, où naquit Jack Kérouac, où vécut Louis Cyr, vous aurez grand mal à trouver ne serait-ce qu'une personne pour vous parler en français. Il en reste probablement quelques-uns dans les

hospices pour vieillards, mais c'est tout. Même à l'Association franco-américaine du coin, on n'a pu que me dire bonjour en français et passer tout de suite à l'anglais en s'excusant.

Quelqu'un pourrait m'objecter que l'Ouest canadien ou la Nouvelle-Angleterre cela ne se compare pas au Québec et qu'ici nous avons la masse critique. En êtes-vous à ce point si sûr ? L'autre midi au bureau, coin Saint-Denis et René-Lévesque à Montréal, nous avons commandé une pizza au restaurant Denos, collé sur le nouveau CHUM. Dans ce restaurant très fréquenté, les cuisiniers parlent entre eux en anglais, le propriétaire et les gérants sont anglophones, mais les serveuses sont « fluides » dans les deux langues, comme dirait Elvis Gratton. Sauf que le livreur nous est arrivé avec la pizza en ne s'adressant à nous qu'en anglais, incapable de prononcer ne serait-ce qu'un seul mot en français ! Et cette histoire est authentique, car je n'ai hélas rien inventé. Il y a péril en la demeure. À Montréal et dans la banlieue nord notamment (Laval), le français recule. Idem dans Gatineau, demandez à notre

Patriote de l'année, monsieur Perreault. Et il y a tout lieu de craindre les prochains résultats du recensement.

Le député devrait être plus solidaire du peuple québécois, plus préoccupé de la situation linguistique. Comme je ne le crois pas de mauvaise foi, cela ne devrait pas lui échapper. Si je peux me permettre de lui recommander certaines lectures sur le sujet, ce serait de porter attention aux textes que fait paraître régulièrement le site de *L'Aut'journal*. Je lui suggère aussi de lire sur le site *Presse-toi à gauche !*, le très bon texte de Louise Chabot, présidente de la Centrale des syndicats du Québec, intitulé *La langue française, vecteur de notre identité nationale*. Bien évidemment, Monsieur Khadir devrait jeter un coup d'œil plus souvent (l'a-t-il même déjà fait ?) aux articles paraissant sur les sites du Mouvement Québec français et d'Impératif français. Mais – la cerise sur le gâteau – demeure à mes yeux l'ouvrage de Pascale Casanova : *La Langue mondiale*, paru au Seuil. Si le député fait l'effort de lire tout cela, sûrement qu'il comprendra mieux la colère légitime que son geste a pu soulever.

...

NOUVELLES

DU MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS

Le Mouvement Québec français (MQF) annonçait le 28 novembre dernier qu'il s'était doté d'un nouveau Conseil d'administration à la suite d'une Assemblée générale annuelle tenue quelques semaines plus tôt.

Composition

Présidé par Maxime Laporte, le nouveau CA compte maintenant à sa vice-présidence Priscilla Corbeil, représentante du MQF Capitale-Nationale, à la trésorerie Sébastien Montpas, CPA, CA, et au secrétariat général Sophie Stanké, comédienne et animatrice, également porte-parole du Mouvement Montréal français. Les autres administrateurs sont Jacques Archambault du MQF Lanaudière, Patrick Audy du Syndicat de la fonction publique (SFPQ), Jules Gagné et Jean-François Lepage, représentant du MQF Laurentides. Mario Beaulieu, ancien président du MQF, siègera à titre d'observateur. Tous ont été élus par acclamation.

Un Mouvement dynamique

Monsieur Laporte a fait valoir : *Depuis les années 1970, le MQF a été et se révèle toujours comme l'un des mouvements citoyens les plus dynamiques et porteurs d'avancement collectif au Québec. Je suis extrêmement fier du mandat qui m'a été confié. Je compte poursuivre avec toutes mes énergies le travail de promotion, de mobilisation, de documentation et de consolidation de notre réseau pan-québécois, tel qu'entamé par mon prédécesseur, monsieur Christian Rivard. Je tiens d'ailleurs à rendre hommage à ce dernier pour ses deux ans de militance acharnée à la tête du MQF. De plus, je ne saurais oublier de mentionner à quel point nous sommes heureux de pouvoir compter sur un directeur général hors du commun en la personne de monsieur Éric Bouchard.*

D'importants chantiers

Le nouveau président a affirmé : *Entre autres projets de mobilisation et d'éducation populaire, il faut savoir que le MQF s'appête à lancer une vaste opération de sensibilisation et de socio-financement qui se déploiera quotidiennement sur le terrain, à Montréal et ailleurs au Québec. Également, nous prendrons part à la tournée «101 victoires pour le français» initiée par une coalition d'organismes, et nous nous pencherons sur le phénomène de l'anglicisation de l'espace sonore dans les commerces et sur les places publiques.*

Mission

La mission fondamentale du MQF, une organisation progressiste et inclusive, consiste à faire du français la seule langue commune et officielle au Québec, en s'assurant notamment que nos frères et sœurs issus de l'immigration réussissent concrètement à se franciser et à s'intégrer à leur société d'accueil, a poursuivi Maxime Laporte.

Renforcer la Loi 101

À cet égard, force est d'admettre que la Loi 101, adoptée en 1977 qui fait aujourd'hui consensus, n'a pas atteint ses objectifs initiaux, étant donné notamment tous les revers qu'elle a subis devant les tribunaux canadiens. Or, les défis à relever dans ce Québec du 21^e siècle commandent un renforcement et une modernisation de cet outil extraordinaire de cohésion sociale et nationale que se voulait la Charte de la langue française, et qui n'est pas moins légitime que les centaines d'autres législations ou réglementations linguistiques qui existent à travers le monde.

Enjeux de l'heure

La réalité, c'est que dans tous les secteurs de la société, le français recule: au plan institutionnel, éducationnel, dans le monde du travail, dans le domaine commercial, en matière de communications, dans le secteur public, etc. Parmi les nombreuses problématiques qui se présentent à nous, le projet de la mise en place d'une faculté satellite de McGill en Outaouais se révèle sans doute comme le dossier de l'heure. De plus, nous entendons porter le débat sur la francisation obligatoire des nouveaux arrivants et sur la nouvelle politique culturelle qui doit absolument favoriser notre langue commune, a ajouté l'avocat de formation.

Une nouvelle Table des régions

La vice-présidente, madame Corbeil, a indiqué : *On sait tous et toutes que le phénomène de l'anglicisation, que nous combattons ardemment, s'observe surtout dans la région métropolitaine. Mais, il s'agit d'un enjeu national qui préoccupe l'ensemble du Québec, d'où la nécessité que le MQF résonne dans toutes les régions, afin de sensibiliser toute la population, toutes les forces vives de la nation et notamment nos élus, à cette situation inacceptable. C'est pourquoi je tiens à m'impliquer directement pour assurer la cohésion entre les instances régionales du Mouvement. Pour cela, la nouvelle Table des régions jouera un rôle majeur.*

Mentionnons que le MQF assure par ailleurs la coordination des Partenaires pour un Québec français (PQF), une coalition dotée de son propre plan d'action, qui rassemble plusieurs grandes centrales syndicales du Québec et plusieurs organisations citoyennes nationales. À eux seuls, les PQF représentent environ 1,5 million de Québécoises et Québécois sur l'enjeu linguistique. ...

Accès à la propriété au Québec : pourquoi ne pas donner le mandat de la SCHL à la SHQ?

Par Xavier Barsalou-Duval
Député du Bloc Québécois de Pierre-Boucher – Les Patriotes – Verchères

Depuis le 17 octobre dernier, des changements majeurs ont été apportés aux conditions d'accès à un financement hypothécaire en raison des nouvelles directives émises par le ministre des finances du Canada. En effet, tous les nouveaux prêts hypothécaires doivent désormais réussir un test de simulation de crise de taux d'intérêt avant d'être accordés.

En disant vouloir « répondre aux préoccupations des familles de la classe moyenne qui sont aux prises avec un niveau d'endettement élevé et préoccupées au sujet de l'abordabilité du logement », le ministre Bill Morneau impose une mesure mur à mur s'appliquant à tout le Canada sans se soucier des répercussions que ça provoque au Québec.

En fait, la principale raison qui a entraîné le gouvernement fédéral à implanter cette nouvelle mesure est la surchauffe des marchés de l'immobilier à Toronto et à Vancouver. Dans ces deux villes, les prix des logements ont explosé ces dernières années et certains emprunteurs y assument un niveau d'endettement élevé. S'il est important de se préoccuper de l'endettement des ménages, utiliser comme base de réflexion les marchés de Vancouver et de Toronto crée une image complètement tordue de la réalité.

En fait, cette mesure pancanadienne sert très mal le Québec. D'un océan à l'autre, les marchés sont tellement différents qu'à Montréal, par exemple, le prix moyen d'une propriété se situe autour de 360 000 \$ alors qu'il dépasse le million à Vancouver. Il faut aussi savoir que même si les prix ont beaucoup augmenté au cours des années 2000 au Québec, le marché immobilier s'est stabilisé depuis 2013 et les prix augmentent modestement depuis.

Selon la Fédération des chambres immobilières du Québec, cette mesure aura pour effet de faire diminuer le nombre de ménages se qualifiant pour un prêt hypothécaire assuré et réduira donc l'accès à la propriété, tout en diminuant la valeur des emprunts. Résultat : des milliers de ménages ne se qualifieront plus pour une hypothèque et ceux qui se qualifient voient leur pouvoir d'achat réduit de 20 %! Pourtant, contrairement au Canada, le Québec seul a affiché un taux de propriété inférieur à 70 %. Le gouvernement Trudeau règle ainsi le problème de Vancouver et de Toronto sur le dos des premiers acheteurs québécois alors qu'il faudrait faire exactement l'inverse.

Il existe une autre solution, plus simple, mais qui ne ferait pas l'affaire de la plupart des politiciens fédéraux qui préfèrent centraliser les pouvoirs à Ottawa, c'est-à-dire confier les responsabilités de la Société canadienne d'habitation et de logement (SCHL) à la Société d'habitation du Québec (SHQ). Principal organisme gouvernemental responsable de l'habitation sur le territoire québécois, la SHQ a pour mission de contribuer « au mieux-vivre des citoyens, en leur offrant des conditions adéquates de logement en fonction de leurs ressources financières et de leurs besoins ». Un des axes de sa mission est aussi de favoriser l'accession des citoyens du Québec à la propriété.

La SHQ assure déjà certains prêts, comme ceux accordés par des institutions financières à des organismes bénéficiant des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif. Il serait pertinent d'examiner si le rôle de cette société d'État – qui relève du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire – ne pourrait pas être élargi en offrant aux Québécois la possibilité d'assurer leurs hypothèques en fonction de critères plus adaptés à la réalité du marché immobilier québécois.

Avec une SHQ renforcée, on fait d'une pierre trois coups, on élimine les effets pervers des mesures Morneau pour l'accès à la propriété au Québec, on permet au Canada de régler ses problèmes et on rapatrie des pouvoirs au Québec. Tout le monde est content, sauf les fédéralistes dogmatiques. La vraie seule solution, c'est d'avoir des règles différentes pour des marchés différents. Il est temps qu'Ottawa arrête d'imposer ses mesures déconnectées et qu'il laisse enfin le Québec gérer lui-même ses affaires!

...



En novembre 2015, lors d'un souper organisé par la section Pierre-Lemoyne-D'Iberville, on aperçoit dans l'ordre habituel : Mario Beaulieu, Xavier Barsalou-Duval, Simon-Pierre Savard-Tremblay, Catherine Fournier et Maxime Laporte.

La SSJB de Montréal, par le biais de son président général Maxime Laporte, a remis le titre de Patriote de l'année pour 2016-2017 à Jean-Paul Perreault, président d'Impératif français et du festival L'Outaouais en fête, le 16 décembre dernier, à la Maison Ludger-Duvernay, en présence d'une foule nombreuse, comprenant notamment des membres de la famille de monsieur Perreault. Le dévoilement du nom du récipiendaire avait eu lieu précédemment, soit le 6 novembre, lors d'un point de presse à Gatineau.

Portrait de Jean-Paul Perreault

Né à Sherbrooke en Estrie, Jean-Paul Perreault a fait ses études universitaires à l'Université de Sherbrooke où il a obtenu successivement un baccalauréat en pédagogie, une licence ès lettres en géographie et une maîtrise en administration des affaires. Depuis plus de 30 ans, il préside le mouvement Impératif français, organisme de recherche et de communications pour la démocratie culturelle mondiale par l'avancement, la promotion et le prestige de la langue française, de la culture d'expression française et de la francophonie. À ce titre, il intervient régulièrement sur la place publique afin de promouvoir l'importance de la langue française. Président du festival L'Outaouais en fête, il s'est également démarqué par ses talents de gestionnaire événementiel dans l'organisation de grandes activités culturelles qu'il présente avec l'aide et l'appui de nombreux partenaires et généreux bénévoles.

Un hommage bien senti

Maxime Laporte a rendu hommage à Jean-Paul Perreault en ces termes : *Il y a longtemps que monsieur Perreault aurait dû recevoir ce prix. Ce citoyen d'exception, ce passionné se révèle comme l'un des plus éminents gardiens de notre destinée collective. Depuis des décennies, Jean-Paul Perreault mène un combat brillant et acharné pour faire du français notre véritable langue commune. Il est une inspiration pour tous ceux et*

Patriote de l'année 2016-2017 JEAN-PAUL PERREAULT



celles qui ont le Québec tatoué sur le cœur. Il mérite notre admiration, car c'est pour le bien commun qu'il se démène, – notre bien à nous tous et toutes, et celui des générations à venir.



Vouer sa vie, comme il le fait, à notre cause nationale; arracher avec brio des victoires, petites et grandes, pour l'avenir de notre civilisation française d'Amérique, cela malgré l'indifférence des uns et l'aveuglement irresponsable des autres; posséder un sens aussi aiguë de la résistance et du devoir civique, à une époque où s'accumulent les constats d'affaiblissement et de domestication de notre culture; voilà qui est digne de mention, voilà qui correspond à la

définition même de ce qu'est un patriote. Imaginez si le Québec comptait plus de Jean-Paul Perreault, lui qui en vaut à lui seul au moins mille... Assurément, le problème de la langue, qu'on traîne inlassablement depuis trop longtemps, serait réglé demain matin!, a poursuivi notre président.

Monsieur Perreault a indiqué : *Je suis profondément ému de l'immense honneur qui m'est rendu aujourd'hui par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. C'est avec humilité que j'accepte de recevoir ce prix qui fut décerné par le passé à des hommes et des femmes pour qui j'ai la plus grande admiration. Ce prix, je tiens à le partager avec l'ensemble de l'équipe d'Impératif français et de L'Outaouais en fête, tous les bénévoles et tous les permanents. Je le dédie à tous ceux et celles qui se tiennent debout pour assurer un avenir digne de ce nom à la langue française au Québec.*

Non à McGill en Outaouais

Au lendemain de la publication dans *Le Droit* de leur lettre commune adressée au recteur de l'Université du Québec en Outaouais, messieurs Perreault et Laporte ont également traité de l'enjeu national de l'heure en Outaouais, c'est-à-dire le projet d'implantation d'un campus logeant une faculté de médecine associée à l'Université McGill, qui dispensera ses cours à distance en anglais.

Monsieur Perreault a affirmé : *L'Outaouais a depuis longtemps un problème de pénurie de médecins. La présence d'une faculté de médecine, à laquelle nous tenons, fait partie de la solution. Mais former nos futurs médecins francophones en anglais pendant 18 mois dans une région francophone, dans un Québec français, cela ne fait pas partie de la solution ! La nouvelle faculté de médecine en Outaouais doit, sans faute, relever d'une université de langue française.*

Il est décourageant de constater que nous ayons à revendiquer ce qui devrait aller de soi. Cela en dit long sur l'attitude de ce gouvernement, en plus de mettre en lumière son incompréhension profonde de la dynamique linguistique au Québec. Nous en appelons aux citoyens de l'ensemble du Québec, à nos élus et aux recteurs des universités de langue française : il faut intervenir pour renverser cette décision du gouvernement Couillard, qui a pour effet d'inférioriser le français !, a conclu le président d'Impératif français.

Monsieur Laporte a enchaîné : *Nous n'accepterons pas de nous faire traiter comme si nous étions minoritaires dans le seul territoire nord-américain où les francophones sont majoritaires ! Les Acadiens et Canadiens français hors-Québec réclament de leurs majorités anglophones et obtiennent, de haute lutte, des institutions scolaires bien à eux... Quand on y pense, le projet de McGill en Outaouais n'a simplement aucun sens.*

...

Josée Boileau, récipiendaire du Prix Hélène-Pedneault 2016

On se rappelle que le Prix Hélène-Pedneault avait été lancé à l'occasion du 180^e anniversaire de la SSJB en 2015, qui coïncidait avec le 75^e anniversaire du droit de vote des femmes. Ce prix vise à récompenser une Québécoise s'étant distinguée dans le combat pour l'avancement de la cause des femmes. Il a été créé en l'honneur de l'écrivaine et féministe Hélène Pedneault (1952-2008), qui avait été notamment consacrée Patriote de l'année 2009 par la SSJB à titre posthume, en raison de son engagement extraordinaire pour la défense des femmes, des causes sociales, de l'environnement et des intérêts nationaux du Québec. Le Prix Hélène-Pedneault a été accordé pour la première fois à Régine Laurent, militante syndicale et présidente de la FIQ.

Cette année, le Prix Hélène-Pedneault a été décerné à Josée Boileau. Madame Boileau, ex-rédactrice en chef du *Devoir*, fut également reporter, éditorialiste et directrice de l'information de ce quotidien.

L'événement s'est tenu le 13 octobre dernier à la Maison Ludger-Duvernay, en présence de 110 personnes. Parmi les personnalités présentes, citons notamment : Marie-France Bazzo, le sociologue Jacques Beauchemin, Camil Bouchard, Claudette Carbonneau, Paul Piché, Françoise David, Bernard Descôteaux, Ariane Émond, Liza Frulla, le caricaturiste Michel Garneau, Gérald Larose, France Bernard, Louise Harel, Daniel Turp, Régine Laurent, Kathleen Lévesque, Pascale Navarro, Francine Pelletier, François Saillant, et, du journal *Le Devoir* : Lise Millette, Jean-Robert Sansfaçon, Marie-Andrée Chouinard, Paul Cauchon, le photographe Jacques Nadeau, Isabelle Paré...



Maxime Laporte, président de la SSJB, remettant le prix à Josée Boileau. (Photo : Éleine Des Lauriers)



Josée Boileau, entourée de sa mère Judith et de ses filles Myriam et Marie-Claude. (Photo : Denise Giguère)

Françoise David, membre du Conseil général et responsable du Comité pour l'attributif du Prix Hélène-Pedneault, avec la récipiendaire Josée Boileau. (Photo : Éleine Des Lauriers)



Maxime Laporte, en compagnie des conseillers généraux François Lemieux et Sophie Stanké. (Photo : Denise Giguère)



Josée Boileau, heureuse de recevoir le prix Hélène-Pedneault. (Photo : Éleine Des Lauriers)

**Joyeux Noël
et bonne année !**

**Assemblée Nationale
Québec**

André Villeneuve
Député de Berthier

450-886-3171 1-866-256-3898

Discours prononcé par Maxime Laporte à l'occasion de la remise du prix Hélène-Pedneault.

Le féminisme est un humanisme

Chère Josée Boileau,
Madame la Première ministre,
Madame la députée de Gouin,
Chère Régine Laurent, première récipiendaire du Prix Hélène-Pedneault,
Distingués invités,
Chers amis,
Bienvenue à la Maison Ludger-Duvernay. Merci d'être présentes et présents en si grand nombre.

Ce soir, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal décerne pour la deuxième fois, son Grand Prix Hélène-Pedneault. Prix que nous avons créé l'an dernier, en 2015, à l'occasion du 75^e anniversaire du droit de vote des femmes. Cela faisait un bon bout de temps que nous espérons la création d'une telle distinction. Parmi tous nos Grands Prix, le Prix Hélène-Pedneault est le premier à porter le nom d'une femme – et pas n'importe quelle – et le premier à être entièrement dédié aux femmes et à la cause des femmes.

Je tiens d'emblée à souligner le travail extraordinaire du comité – entièrement féminin – qui a été mis sur pied pour sélectionner notre récipiendaire et organiser le présent événement. Je me permets de remercier plus particulièrement France Langlais, première vice-présidente générale et responsable du comité, Nicole Boily, Ginette Drouin, Sophie Stanké, Sylvie Dupont, Anne-Michèle Meggs, et tous les bénévoles. (...)

Trop longtemps, la Société a été vue, non sans raison, comme une institution très patriarcale et laissant peu de place aux femmes. Jusqu'ici, une seule femme, Nicole Boudreau, a accédé à la présidence générale de notre organisation. Au même titre qu'une seule femme dans notre histoire a accédé à la tête du gouvernement québécois, et elle est d'ailleurs dans la salle. Encore en 2016, et malgré certains progrès remarquables qu'on doit entre autres aux Lise Payette et Louise Harel de ce monde, malgré ces progrès, donc, trop peu de femmes prennent part à la vie publique et politique au Québec, et rares sont celles qui accèdent aux véritables fonctions de pouvoir.

Bien sûr, la SSJB ne fait pas exception en ce domaine, en dépit du fait qu'elle s'est tout de même montrée audacieuse à certains moments de son histoire en ce qui a trait à la cause des femmes. La Société et tout particulièrement ses membres féminines ont joué un rôle important dans les débuts du mouvement féministe québécois, avec la fondation en 1907 de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, dont la figure la plus marquante fut sans doute Marie Lacoste-Gérin-Lajoie, cette grande femme de notre histoire qui s'est battue avec passion pour l'avancement des droits et des intérêts des femmes, et notamment pour la reconnaissance du droit de suffrage féminin.

Par ailleurs, la Société a pris des positions progressistes en ce qui a trait au combat pour le droit des femmes à disposer librement de leur corps et de leur personne, et pour la reconnaissance de l'égalité homme-femme en tous domaines. Et nous veillons nous-mêmes à montrer l'exemple, alors que la moitié de nos employés à la Société sont des femmes. Et pour ce qui est du Comité de la Fête nationale, la permanence est féminine à 100 %. La Société compte également dans ses rangs plusieurs militantes féministes. Et enfin, elle peut compter sur un président général lui aussi pro-féministe, entre autres grâce à une *première dame* qui l'éclaire et le conseille brillamment en ce sens.

Sachant bien sûr que le féminisme est un humanisme. Sachant aussi le caractère injuste par nature et les effets pervers – c'est le cas de le dire – du système patriarcal dans notre

civilisation occidentale. Et à ce sujet, je pourrais vous parler longtemps des enseignements que je tire de mes rencontres avec des représentants des Premières nations du Québec, et de l'étude de leur culture ancestrale dont nous avons hérité en partie. Enfin, en tant qu'hommes, je crois qu'il faut se demander quel rôle nous pouvons jouer dans le combat pour l'égalité des sexes, quelle éthique doit être observée, quels changements doivent être mis en œuvre pour se rapprocher le plus possible de cet idéal ou plutôt de cet objectif.

Je suis donc fier que nous ayons décidé de lancer ce prix Hélène-Pedneault, une décision cohérente avec le vent de changement et de modernité qui souffle en ce moment à la SSJB, mais une décision qui renoue en même temps avec certaines des plus belles réalisations historiques de cette institution qui porte l'héritage extraordinaire de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et des Marie Lacoste-Gérin-Lajoie et Caroline Dessaulles-Béique, dont l'œuvre aura représenté une étape importante dans le processus de libération des femmes, qui reste encore à parachever.

Je tiens à rendre hommage à Hélène Pedneault, notre patriote de l'année 2009, qui nous a quittés trop tôt et dont l'intelligence, la fougue libératrice, le sens de la justice sociale et la créativité nous manquent énormément en ces temps de saccage du Québec moderne. Je remercie les proches d'Hélène Pedneault de nous avoir permis de prêter son nom à ce prix. Nous voulions que ce prix incarne l'esprit d'Hélène et les combats qu'elle a menés pour le bien commun. Il s'agit donc pour nous, en remettant ce Prix, d'honorer sur une base régulière une Québécoise qui s'est distinguée dans le combat pour l'avancement de la cause des femmes au sein de la société civile, en s'investissant dans différents domaines d'action progressiste.

Notre lauréate de ce soir est une personne pour qui j'éprouve un énorme respect ; une personne admirable qui a appris à cultiver la lumière à même sa plume et sa parole. Journaliste accomplie, ancienne rédactrice en chef du *Devoir*, elle fait preuve, à chacune de ses interventions, d'un sens aigu du devoir citoyen ; d'un sens aigu, aussi, de la justesse et de la justice. Inspiration non seulement pour les jeunes femmes journalistes, mais pour tous les acteurs des médias en général, Josée Boileau appartient à cette minuscule minorité de citoyens québécois encore capables de fabriquer de l'extraordinaire dans ce monde en perte de repères qui, de manière inquiétante, semble bâiller devant son destin. Esprit libre, femme de conviction, grande progressiste et féministe, elle témoigne avec intelligence et sensibilité de ce que le Québec a de meilleur. En observatrice aguerrie de l'actualité, elle accompagne nos réflexions pour les mener vers plus de solidarité, plus d'humanité. Sur tous les sujets qu'elle aborde dans ses écrits – affaires publiques, éducation, culture, justice sociale – la question de la place des femmes dans la société se révèle dans toute sa complexité, sa transversalité, sa profondeur.

Parce qu'elle excelle dans toutes les dimensions de son travail, Josée Boileau aurait très bien pu recevoir plusieurs autres prix ce soir, notamment le Prix de journalisme Olivier-Asselin ou le Prix de littérature Ludger-Duvernay – ce sera sans doute pour une prochaine fois – mais comme on doit se limiter à un seul Prix par personne à la fois, le jury du Prix Hélène-Pedneault, imprégné de la mémoire de celle qui lui a donné son nom, a voulu souligner cette fois, l'aptitude extraordinaire de Josée Boileau à porter les aspirations des femmes québécoises et veiller à l'avancement de leurs intérêts.

Pour tout cela et plus encore, au nom de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, madame Josée Boileau, je vous félicite. Et nous sommes très fiers de vous décerner le Grand Prix Hélène-Pedneault. ●●●

19^e commémoration québécoise du jour du Souvenir

L'événement annuel organisé par la SSJB s'est déroulé le 11 novembre dernier au cénotaphe militaire du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges, à Montréal. L'accueil à l'entrée du cimetière était effectué par l'Association des anciens sergents des Fusiliers Mont-Royal.

La cérémonie a débuté par une minute de silence suivie par des allocutions d'usage. Plusieurs personnalités politiques et représentants consulaires ont pris part à cet hommage rendu aux Québécois et Québécoises ayant participé aux grands conflits mondiaux et à des missions de paix.

Cette année, la médaille de l'Assemblée nationale du Québec était remise à dix anciens combattants : Jean-Paul Audy, Bruno Bouthillier-Choquette, Gérard Doré, Joseph Amable Dubé, Jean-Baptiste Albert Dugal, Gérard Fiorilli, Achille Eugène Gagnon,

Charles-Henri Goulet, Arthur Paquette et Serge Paquette. Par la suite, ce fut le dépôt de tributs floraux au pied du cénotaphe par les dignitaires.

Lors de son allocution, notre président général Maxime Laporte a notamment déclaré : *Il est de connaissance notoire que les Québécois se sont vus imposer, lors des deux grands conflits mondiaux du 20^e siècle, la conscription. Cela, dans une langue et au nom de symboles qui ne leur ressemblaient pas. Malgré tout, une fois les hostilités déclenchées, nous fûmes nombreux à réaliser que la magnitude des enjeux justifiait de mettre de côté nos particularismes pour accomplir notre devoir. Cet impératif, cette nécessité de défendre la paix et la démocratie, quand tout est chaos, fait de nous tous des frères et sœurs et des alliés, par-delà nos différences, face au destin de la civilisation humaine.* ●●●



(Toutes les photos : Robert Meloche)

Un immense succès !

Quarante ans presque jour pour jour après la première victoire électorale du Parti québécois (PQ) de René Lévesque, la SSJB a tenu les 18 et 19 novembre un important colloque afin de commémorer cet événement majeur qui a bousculé notre paysage politique, et de dresser un bilan de l'évolution de cette formation politique depuis le 15 novembre 1976. Ce rendez-vous non-partisan entre historiens, politologues, sociologues, juristes, journalistes et acteurs historiques du PQ s'est révélé un succès retentissant, près de 200 personnes s'y étant inscrites, au point où les organisateurs ont malheureusement dû refuser un grand nombre de demandes de participation.

Les conférenciers invités étaient: Pauline Marois, Bernard Landry, Jean-François Lisée, Maxime Laporte, Paul St-Pierre-Plamondon, Louise Harel, Marc-André Bédard, Pierre Marois, Gilbert Paquette, Jean-Pierre Charbonneau, Yves Duhaime, David Cliche, Marie Malavoy, Pierre Duchesne, Jean Royer, Louis Bernard, Jean-Charles Panneton, Bernard Descôteaux, Caroline Labelle, André Larocque, Simon-Pierre Savard-Tremblay, Éric Poirier, Frédéric Bastien, Pierre Chaperon, Pierre Dubuc et Stéphane Kelly.



Le colloque fut un franc succès, au point où l'on aura dû refuser des participants. (Photo : France Langlais)



Paul St-Pierre-Plamondon



Pauline Marois
Photos : France Langlais.



Josiane Lavallée, conseillère générale et organisatrice du colloque

Le mouvement indépendantiste doit à nouveau générer de l'extraordinaire

Le Président général de la SSJB, M^e Maxime Laporte, a fait valoir: *Une impressionnante variété de points de vue et d'opinions ont pu être entendus tout au long de ce colloque sans précédent, dont les actes seront publiés en 2017 chez L'Action nationale éditeur. Difficile d'en faire la synthèse à brûle-pourpoint. Mais, ce qui ressort de l'ensemble de cet exercice réflexif, c'est que depuis que le mouvement indépendantiste québécois a réussi à s'imposer sur la scène politique dans les années 70, il s'est le plus souvent trouvé tiraillé entre ses aspirations extraordinaires, – faire du Québec un pays français, et les impératifs de la joute électorale.*

René Lévesque avait affirmé lors du congrès de fondation en 1968: « Nous avons fait le choix de l'action politique par un parti politique ». Répondant à ceux qui appréhendaient un embourbement électoraliste, il prônait « d'harnacher même les plus nobles impatiences à la dure patience de l'action systématique de persuasion ».

Cela dit, à la lumière de l'histoire politique des 40 dernières années, et plus de 20 ans après le dernier référendum sur la souveraineté, on peut s'interroger sur les conséquences à long terme de cette mise-en-parti du projet de pays sur la pratique et la vigueur de l'idéalisme indépendantiste, compte tenu de l'usure du temps, des défaites subies et du contexte qui a changé. Les concessions stratégiques ayant naturellement découlé de ce paradigme, étaient-elles toujours justifiées?

Il y a lieu d'en douter. En fait, en ces matières, la perfection est mathématiquement impossible. Il faut bien admettre qu'il y a eu des errements.

Chose certaine, si l'on revient à ses propos de 1968, Lévesque voulait que le PQ s'attèle à « persuader ». Or, trop souvent, on a plutôt eu l'impression que ce grand parti a cherché à « plaire ». Deux verbes qui ne sont certes pas synonymes.

Plaire restera toujours une dimension importante de la politique partisane, mais n'est-ce pas l'affaire des partis ordinaires? Le PQ de René Lévesque, dès sa création, n'était pas destiné à être un parti ordinaire. Et c'est ce qui fait que l'élection de 1976 n'avait rien, non plus, d'une élection ordinaire.

En somme, selon moi, il s'agit pour le mouvement indépendantiste, dont le PQ reste objectivement le navire amiral, de renouer avec l'extraordinaire, a conclu monsieur Laporte.

Remerciements

La SSJB tient à remercier madame Josiane Lavallée, historienne et conseillère générale, pour l'organisation du colloque, les partenaires, la Fondation Lionel-Groulx, *L'Action nationale*, le Parti québécois, la Section René-Lévesque de la SSJB et la permanence de la SSJB. ●●●

BILLET

Lisée et calembredaine

par Philippe Dujardin

Actuellement nous voyons une partie de la population se radicaliser. Plusieurs sociologues ont analysé cela. Ces symptômes ne doivent pas être banalisés par les politiciens. Les changements tant attendus par les électeurs sont paralysés par la partisanerie. De plus, dans cette société individualisée, le citoyen est à la recherche de ce qui va lui revenir directement. Il veut rentabiliser son vote. Ce n'est plus l'électeur civilisé dont le seul devoir est d'aller voter. On ne peut plus rationaliser l'électorat. Il est imprévisible et s'est matérialisé sous une forme contestataire. Et avec le repli communautaire, certains groupes se trouvent imperméabilisés du reste de la société.

C'est la faillite des politiciens qui ont tenté d'intellectualiser les choix de l'électorat. Il vient de leur échapper, ils se sont décrédibilisés auprès de la population. La grogne des électeurs ne pourra pas être éternellement canalisée. Nous voyons se matérialiser un populisme chez les classes moyennes. Surtout localisé en région. Lisez les réseaux sociaux, les commentaires dans les médias, la fracture entre les régions et Montréal est flagrante. L'idée même de fédéraliser le Québec a été soulevé par Guy Bertrand. Cela prendrait peu pour que cette province finisse parcellisée. Alors les libéraux pourront continuer de nous dévaliser en toute tranquillité. Détruire nos acquis sociaux et pénaliser les individus les plus vulnérables. Ou se retrouver encore impliqué dans des scandales sans que plus personne n'en soit scandalisé. Des citoyens totalement désensibilisés, cyniques.

Toute la politique est monopolisée par des débats sur la question nationale. Même quand le chef du Parti québécois tente de dénationaliser ses déclarations. Il ne sert à rien de temporaliser la tenue d'un référendum à 2022. Il aura beau le vocaliser de toutes les façons possibles, Couillard va lui remettre sous le nez. On pourrait javelliser le programme du PQ de toute aspiration souverainiste que cela n'y changerait rien.

Et le chef aura beau se draper dans un fleurdelisé, le vote souverainiste ne lui sera pourtant plus forcément acquis. Alors nous n'arriverons plus à fidéliser notre base militante qui possiblement ira voir ailleurs. Et cela va déstabiliser l'ensemble des partis indépendantistes.

Les péquistes se retrouvent à tout coup paralysés. Et leur troupe démoralisée. Comme si les affaires du Colisée n'avaient pas été assez pénibles. Ou l'avion nolisé de PKP. Ils sont enlisés. Incapables de coaliser les autres forces pour gagner. Comme si notre incapacité à prendre le pouvoir s'était formalisée. Toutes nos tentatives cannibalisées par cette chicane entre souverainistes. Nous, nous sommes spécialisés dans la division. Nous allons pouvoir immortaliser notre incapacité à déloger les fédéralistes. Les Libéraux peuvent continuer de servir des patates lyophilisées dans les CHSLD sans craindre de perdre le pouvoir.

Ça va prendre plus qu'un nouveau programme stylisé. Il faut réactualiser les stratégies indépendantistes. Sinon le Parti québécois finira fossilisé dans ses dogmes. Saint René et le saint référendum, va falloir désacraliser tout cela. On va devoir revoir totalement notre approche de la politique si on veut un jour réaliser notre émancipation. Afin d'égaliser notre rapport avec les autres nations libres, les autres pays. Nous devons naturaliser les attitudes gagnantes dans notre culture de peuple colonisé. Sinon, sans l'indépendance, nous finirons marginalisés au sein de sa propre nation par les Canadiens.

Élisez le bon chef la prochaine fois. Au lieu de vous focaliser uniquement sur la prise du pouvoir en 2018. D'idéaliser des conditions gagnantes. Vous avez fragilisé encore plus durablement le mouvement indépendantiste. Et pas besoin de nous culpabiliser, nous simples militants. Nous ne sommes pas responsables d'avoir été démobilités pour de simples calculs politiques. ●●●

Affaire de la Loi 99 Première victoire déterminante pour la SSJB en Cour d'appel !

Le 14 décembre dernier, l'honorable juge Marie-France Bich de la Cour d'appel, plus haut tribunal du Québec, a accordé à la Société la permission d'en appeler du jugement de la Cour supérieure qui avait rejeté, le 1er septembre, sa demande en intervention amicale.

Il s'agit d'une victoire déterminante pour la SSJB, considérant la lourdeur du fardeau de preuve qu'il lui fallait relever au stade de l'autorisation d'appel. Heureusement, M^e Maxime Laporte, notre Président général, qui a plaidé seul lors de l'audience tenue le 13 décembre 2016 à la Cour d'appel, a réussi à convaincre le tribunal que la décision de première instance présentait des lacunes importantes, et que le tout soulevait suffisamment de questions de principe afin qu'un banc de trois juges d'appel entende l'affaire. Cela, malgré la ferme opposition de la *Procureure générale du Canada*, de la *Procureure générale du Québec* et du *procureur de Keith Henderson*... Autrement dit, David contre... trois Goliaths! Il n'a pas froid aux yeux, notre jeune président!

La prochaine audition en appel aura donc lieu le 20 janvier 2017. Si la Société obtient gain de cause, elle pourra participer pleinement au procès de la Loi 99, lequel se tiendra normalement du 20 au 28 mars 2017 en Cour supérieure.

Pour en apprendre davantage sur l'affaire de la Loi 99, qui met en cause l'existence juridique et les droits fondamentaux du peuple québécois, veuillez consulter le dossier constitué spécialement à cette fin en vous rendant sur notre site : ssjb.com.

●●●

Le mot juste... Pour l'amour du français

par *Élaine Des Lauriers*

Voici quelques expressions utilisées dans de mauvais contextes ou tout simplement empruntées à l'anglais alors qu'il existe des façons bien françaises de les exprimer.

Expression fautive

Bonne expression

Versatile

Polyvalent

Ce mot est un véritable écueil que même certains chroniqueurs télé n'ont pu éviter. Lorsqu'une personne est versatile, c'est qu'elle est inconstante. On pourrait donc dire de nombreux politiciens qu'ils sont versatiles ou des girouettes si vous préférez. Par contre, d'une personne qui a de multiples talents, on dira qu'elle est polyvalente ou qu'elle compte de nombreuses cordes à son arc.

Trouver coupable

**Déclarer coupable
Juger coupable**

Trouver coupable est un calque de « to find guilty ». On dira plutôt « Il a été déclaré coupable du meurtre de ses trois enfants ».

Tourbe

**Gazon roulé
Rouleaux de gazon**

Lorsqu'on aménage son terrain en prévision de l'été, on n'installe pas de la tourbe. Cette dernière est une matière spongieuse et noire qu'on trouve dans la terre et qui résulte de la décomposition des végétaux. Une fois sec, elle peut servir de combustible. Pour préparer la pelouse, on utilisera plutôt du gazon roulé ou des rouleaux de gazon.

Température, temps

Ces deux termes ne sont pas toujours utilisés dans le bon contexte. Lorsqu'on parle de température, on ne fait que spécifier s'il fait froid ou chaud. « La température était douce en ce matin d'automne ». On dira par contre « Nous avons eu du beau temps pendant nos vacances », ce qui veut dire que le soleil était fort probablement au rendez-vous.

Technicalité

**Détail technique
Formalité**

Technicalité est un calque de « technicality ». On entend souvent les gens dire « Ce sera réglé bientôt, c'est une simple technicalité ». On devrait plutôt parler de détail technique ou de formalité. « Il ne lui reste qu'un formulaire, à remplir. Une simple formalité et sa candidature sera officielle ».

Salle de montre

Salle d'exposition

Salle de montre est un calque de « showroom ». On le voit malheureusement à bien des endroits alors qu'on devrait plutôt utiliser le terme « salle d'exposition ». Ainsi, « Ce magasin d'électroménagers a une salle d'exposition qui fait rêver ! ». On parlera aussi d'un modèle d'exposition et non pas d'un « démonstrateur ».

Mettre de la pression

**Faire pression
Exercer une pression**

Mettre de la pression sur quelqu'un est un calque de « to put pressure on someone ». On dira plutôt « Son superviseur exerce une pression constante sur lui pour l'amener à démissionner ».

Porte patio

Porte-fenêtre

Porte patio est un calque de « patio-door ». Le bon terme pour désigner la fenêtre qui fait aussi office de porte est tout simplement porte-fenêtre.

Point tournant

Tournant

Point tournant est un calque de « turning point ». On peut parler de tournant, sans rien ajouter d'autre. « L'obtention de ce poste de directeur des ventes a été un tournant dans sa carrière ».

Pour terminer, soulignons que « trou d'eau » est un régionalisme propre au Québec. En français international, on parlera plutôt d'une flaque d'eau, une flaque étant une petite quantité de liquide stagnant. On peut donc aussi parler d'une flaque d'huile. Mais loin de moi l'idée de vous encourager à rayer « trou d'eau » de votre vocabulaire. Si certains régionalismes restent dans l'usage, c'est souvent parce qu'ils ne manquent pas de charme.

Sources :
Camil Chouinard *1300 pièges du français parlé et écrit au Québec et au Canada*, Éditions Libre Expression, 2001.



Lettre imaginaire du curé Labelle, bâisseur et visionnaire

Cet automne, le Mouvement Québec français des Laurentides organisait un concours de création littéraire. Il s'agissait d'imaginer, en cette année où l'on commémore les 125 ans de la mort de ce personnage historique qu'était le curé Labelle, ce que le célèbre curé aurait écrit comme lettre à ses concitoyens à la veille de sa mort pour leur transmettre ses ambitions et ses inquiétudes concernant l'avenir du Québec. Les textes devaient être écrits par des résidents des Laurentides et soumis avant le 20 octobre. C'est un résident de Lorraine, Michel Séguin, qui remporta la palme. Voici son texte :

Québec, décembre 1890

À tous les enfants que j'ai baptisés et à tous leurs descendants.

Ces derniers jours ont été difficiles puisque je viens de remettre ma démission comme sous-ministre. La santé, qui m'a toujours accompagné dans mes projets, commence à montrer des signes de fatigue et je sens que je ne pourrai plus visiter mes chers colons et leur famille.

Mon fidèle collaborateur Arthur Buies aurait su, mieux que moi, mettre en mots les sentiments qui m'animent aujourd'hui; toutefois je tiens à le faire moi-même, et ce malgré l'avis contraire de certains de mes supérieurs immédiats.

Sachez l'admiration sans bornes que je porte à tous ces colons qui ont travaillé tellement fort pour s'établir dans cette contrée, pour défricher une terre rocailleuse, et pour ouvrir une brèche dans la forêt qui nous entoure. Ce sont de vrais héros et ils méritent qu'on se souvienne d'eux en continuant le développement de notre région pour que leurs efforts ne tombent pas dans l'oubli.

Certains m'ont baptisé « Le roi du nord » et il est vrai que notre région est un grand royaume : riche en matières premières, pourvu en ressources naturelles, maintenant peuplé de belles familles canadiennes-françaises... mais je crois que le souverain ainsi nommé n'est autre que le sang royal qui circulera jusque dans vos veines, vous les descendants des premiers colonisateurs.

Pour occuper ce territoire, le bel héritage que vous laisseront mes colons se veut d'abord, une langue française belle comme une journée d'été, une volonté forte comme le chêne et enfin une foi aussi solide que le roc. Nous avons réussi là où d'autres nous annonçaient l'échec : à preuve notre chemin de fer enfin rendu à Saint-Jérôme, les nouveaux ateliers et de bonnes industries. À vous de les exploiter et d'en inventer d'autres.

Nous avons vécu de belles histoires dans les « pays d'en haut », il faudra bien qu'un jour quelqu'un les raconte.

Dans le même ordre d'idée, je souhaite vraiment que l'exode malheureux de nos familles vers les États-Unis soit enrayé par vos générations fières et populeuses; car c'est ici notre pays, du moins le pensait ma mère adorée.

Je sais que l'énergie que j'ai mise au travail pour développer notre belle région saura se rendre jusqu'à vous, telle la sève d'un érable qui, à partir de ses racines, accède aux plus lointains rameaux pour y nourrir les nouveaux bourgeons. Ce sera à vous, amis présents et futurs, de favoriser l'entraide entre vos familles pour ainsi décupler la force démographique de notre présence au Canada.

Je n'ai pas de regrets; j'aurais bien sûr aimé que l'Église m'appuie encore plus dans mes démarches pour répandre le catholicisme canadien-français en Outaouais, mais il faut reconnaître que mon projet ne pouvait se réaliser sans une économie plus solide. J'aurai au moins permis à plusieurs familles de s'y établir.

Enfin, soyez assurés que si vous parvenez à mener une vie heureuse et fructueuse ici, nos efforts n'auront pas été vains.

Bien à vous,
Antoine Labelle, ptre



Arthur Buies et le curé Labelle, personnifiés respectivement par Paul Doucet et Antoine Bertrand, dans la nouvelle adaptation télévisuelle du roman de Claude-Henri Grignon.

GOVERNEMENT TRUDEAU

Le Canada devient le second pays au monde à vendre le plus de matériel de guerre au Moyen-Orient !

par Maryse Laurence Lewis

Les naïfs ont cru que l'arrivée de Justin Trudeau les libérait des politiques de M. Harper. Les faits, que tous peuvent vérifier, démontrent qu'il applique les mêmes objectifs que son prédécesseur, en offrant des discours sans substance pour, en réalité, nous berner avec les mêmes mesures que les Conservateurs, en y ajoutant seulement plus d'hypocrisie, ce à quoi excelle également son mentor Stéphane Dion, l'homme le plus entarté du monde...

Il se présente pour la première fois à l'Assemblée des Nations-Unies, y parle de volonté de paix, de participer à des missions internationales justes, et, pendant ce temps, il accepte d'augmenter les dépenses militaires telles que les Conservateurs les avaient proposées. Jamais le Canada n'a vendu autant de matériel de guerre que durant son mandat à lui, le fils de PET, et à qui ? Au gouvernement despotique et sexiste de l'Arabie Saoudite.

Le Canada est actuellement le pays qui vend le plus de matériel militaire dans le monde, après les États-Unis. Certaines de ces fournitures ont servi à tuer des civils au Yémen, quoi qu'en dise Stéphane Dion...

Les paroles fleuries de Justin Trudeau ne l'ont pas empêché de refuser la proposition de Ban Ki-moon, le Secrétaire général de l'ONU, qui vise à démanteler les armements nucléaires au niveau mondial. Comment, à la suite de ce vote, fait par un Premier Ministre qui n'ose pas entreprendre une politique indépendante des États-Unis, peut-il discourir sur la volonté de paix du Canada ? C'est tout simplement de l'hypocrisie terriblement dangereuse.

Le Canada est depuis longtemps un pays orienté vers l'agression. En 1995, lorsque une commission de l'ONU proposait un traité de non prolifération des armes nucléaires, cinq pays se sont opposés : les États-Unis, Israël, le Canada, la Micronésie et le Panama... Retenez bien ces noms.

Si vous examinez le site de l'ONU, presque toutes les réunions des commissions d'études et les discours des assemblées sont disponibles, en textes, en vidéos ou en audio. On peut écouter les discours des Présidents ou leurs délégués en direct ! On peut télécharger les documents qui y sont rédigés, concernant le plan de développement durable, les droits humains, ceux de la Commission pour le démantèlement et l'interdiction de posséder des armes nucléaires. On y propose des solutions parfois extraordinaires qui pourraient nous mener à un monde plus juste, dans lequel les gens ne seraient plus soumis à l'analphabétisme, l'itinérance, le manque de soins, la faim et la pauvreté. Il n'y aurait plus autant d'attaques mortelles contre les civils et d'États qui en-

tiennent à dessein des conflits dans les pays où ils désirent rapiner les ressources naturelles comme les minerais et le pétrole.

Qu'est-ce qui empêche l'ONU de mettre en pratique ces belles résolutions ? Essentiellement deux choses antidémocratiques qui ruinent les possibilités de cette organisation internationale : le droit de veto de 5 membres et l'existence du Conseil de sécurité.

Même si 168 pays votent pour une résolution, il suffit qu'un pays ayant droit de veto s'y oppose pour que l'on rejette la proposition. Rien n'est plus antidémocratique. Et augmenter le nombre de pays ayant ce droit ne ferait qu'accentuer l'injustice. Quant au Conseil de sécurité, il a été suggéré par seulement 11 pays. Deux ont rejeté ce projet en 1948 (l'URSS d'alors et l'Ukraine). Les membres de ce Conseil peuvent à eux seuls empêcher une résolution acceptée par plus de 170 pays. Les représentants permanents de ce Conseil sont les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et l'Angleterre. Dix autres États sont élus par l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans*. Ce sont plus de 60 pays qui n'ont jamais été nommés au Conseil de sécurité. Ce qui signifie que ces cinq pays, ayant également un droit de veto, sont en partant dirigés par des gouvernements qui acceptent l'injustice et des procédés antidémocratiques, en maintenant la possibilité du droit de veto et leur prédominance au Conseil de sécurité, au détriment de l'ensemble des pays qui en font partie.

Nous devrions donc demander à Ban Ki-moon un vote international SANS DROIT DE VETO, pour la dissolution de ce droit et celle du Conseil de sécurité ! Ainsi,

les propositions justes des commissions d'études de l'ONU pourraient enfin être appliquées. Cette organisation deviendrait enfin démocratique.

Si vous croyez que l'on fait tout cela pour empêcher la montée des intégristes religieux et des attentats terroristes, expliquez-moi pourquoi le Canada, les États-Unis, Israël, l'Angleterre, la France, sont amis avec les dirigeants de l'Arabie Saoudite ? Dites-moi pourquoi ces pays financent des coups d'État pour évincer des présidents qui nationalisent leurs richesses naturelles et qui développent des services de soins, d'éducation et d'aide financière pour leurs citoyens ? Une fois le coup d'État achevé, ils mettent au pouvoir des dirigeants despotiques qui appauvrissent leur pays. Ce sont ces mêmes États, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, qui refusent la proposition de démantèlement des armes nucléaires. Cette seule attitude devrait vous indiquer que nous sommes gouvernés par de dangereux pervers.

Le démocratique Président François Hollande, en plus d'ordonner le bombardement d'un village de civils en Syrie, a fait médailler le prince héritier d'Arabie Saoudite, en arguant qu'il sera chargé de négocier la paix avec ce pays ! Une médaille... c'est logique, puisque cet homme agit comme un chien. On sait que ce royaume de conte de fées excelle à défendre les droits des femmes beaucoup mieux que chez les Talibans, qu'on n'y possède pas d'armes prohibées et que le chef d'État non élu n'y a exécuté que 47 personnes dès le premier mois de l'an 2016. Voilà pourquoi le Canada peut lui vendre des chars d'assaut qui seront utilisés à bon escient, selon M. Dion.

D'anciens colonialistes et un prétendant à l'empire mondial veulent aider le peuple syrien à se libérer d'un gouvernement totalitaire. On y parvient en tuant les civils, en anéantissant les infrastructures, en bombardant les hôpitaux. Alors l'heureuse population se retrouvera sans services publics, en deuil, les maisons détruites, en plus d'être assujettie à un nouveau gouvernement corrompu obéissant, cette fois, à des puissances étrangères.

Même si l'on offrait un séjour à l'hôtel aux réfugiés, plutôt que les parquer dans un hôpital, lorsqu'ils sont accueillis par les pays qui ont assassiné leur famille et volé leurs ressources, ce serait une piètre consolation, face à une contrée en ruine et l'horreur de la guerre. Les timorés peuvent leur reprocher de recevoir de l'aide sociale et un logement, mais sont trop peureux pour demander à leur gouvernement de cesser d'envoyer des militaires assassiner les Syriens ou se faire tuer eux-mêmes en pays étrangers.

La pauvre femme qui a perdu sa famille et des amis, lors de l'attentat au Burkina Faso, devrait réfléchir à ce que je viens d'énoncer – dans sa vision nombriliste des événements –, avant de demander au Premier Ministre d'envoyer des soldats pour contrer le terrorisme. Évidemment, la mort des autres ne semble pas la préoccuper. Tuer des milliers de personnes et ravager un pays est moins grave, selon elle, que faire périr une trentaine de malchanceux dans un bar ou un restaurant.

Ici, on passe quelques heures sans électricité et on se décourage. Que feraient les adeptes de médias sociaux et les compulsifs du cellulaire, s'ils vivaient des mois sans électricité, avec des hôpitaux détruits, pas de supermarchés, mais des routes bloquées par les chars d'assaut... de l'armée canadienne.

Grâce à une haute technologie, on parle de guerre humanitaire ou chirurgicale. En effet, c'est une boucherie bien planifiée ! N'importe quel enfant peut distinguer un édifice sur « Google maps ». Quand un pilote d'avion lance une bombe sur un hôpital ou une école, visant avec sa merveilleuse technologie de pointe, il ne s'agit pas d'une erreur de tir, mais d'un ordre à exécuter. ***

* Les dix États élus au Conseil de sécurité, pour 2016-2017, sont l'Angola, l'Espagne, l'Égypte, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Sénégal, l'Ukraine, l'Uruguay et le Venezuela.

Références : sur le site de l'Organisation des Nations-Unies : le document traitant de la non prolifération des armes nucléaires; le document proposant le démantèlement mondial des armes nucléaires; le document de 1948 concernant la création du Conseil de sécurité.




DANS N'IMPORTE QUEL PAYS DU MONDE, LE PARTI LIBÉRAL AURAIT ÉTÉ BANNI ET SES DIRIGEANTS, MIS EN PRISON !
- Gilles Rhéaume


Illustration : Martin Joseph Lamontagne

« En me rendant aux funérailles du célèbre tribun qui savait mieux que quiconque électriser les foules, je nous revoyais dans les petits locaux du RIN, rue Mackay, où nous passions des heures à aider au journal L'Indépendance que Bourgault dirigeait.

Bourgault parti, j'avais l'impression que la cause de l'indépendance venait de perdre une partie de son cœur. Beaucoup plus que lors du décès de René Lévesque, ce dernier ayant abdicqué à la suite de ses magistrales erreurs, entre autres quand il avait confié à une taupe de la GRC et de la CIA, le ministre Claude Morin, le soin de négocier le sort du Québec à Ottawa. »



Lévesque et Bourgault. (Photo : Antoine Désilets)



– Pierre Schneider, dans *Survivance*, autobiographie parue aux Éditions du Québécois, 2008.

L'heure est au regroupement

par André Parizeau



Dans quelques semaines, soit à partir de fin janvier, débutera une importante consultation auprès des membres du Parti québécois pour déterminer les contours du futur et nouvel article No 1 de ce parti, ainsi que les priorités à retenir en vue des élections de 2018 et de leurs suites. Le tout débouchera sur une série de congrès locaux, puis régionaux, qui s'échelonnent tout au long de l'hiver et du printemps, et qui se concluront par un congrès national à l'automne.

Une consultation de cette ampleur, sur des enjeux aussi cruciaux, ne s'était pas vue depuis des années. Cela fait des années aussi qu'il n'y a pas eu de congrès au PQ, même si beaucoup d'encre a pu couler depuis la tenue du précédent. Certains, plutôt désabusés, objecteront à cela : des consultations, il y en a tant eues dans le passé, sans que cela ne change grand-chose. D'autres diront : oui, mais je ne suis plus membre du PQ, donc cela ne me concerne plus.

Je ne suis pas d'accord, ni avec l'une ni avec l'autre de ces affirmations. Je ne suis moi-même membre du PQ que depuis peu de temps. Cela remonte à l'an dernier. Avant, j'étais avec Québec solidaire. J'ai par contre pu participer à deux Conseils nationaux qui m'avaient à chaque fois impressionné. Je ne prétendrai pas pour autant en savoir plus sur le PQ que d'autres. Néanmoins, et peut-être aussi parce que je suis relativement nouveau au PQ, j'aimerais vous faire part ici de quelques réflexions.

Premièrement – et quoique ses détracteurs pourraient dire – le PQ était et demeure encore le plus grand et important véhicule politique pour relancer le combat pour l'indépendance. Aucune autre formation ne peut espérer, dans l'état actuel des choses, lui arriver à la cheville. C'est indéniable.

De ce point de vue, ce qui se passera au PQ, au cours des prochains mois, devrait intéresser tous les souverainistes, quels qu'ils soient. De gauche, comme ceux qui sont plus de droite. Qu'ils soient membres ou pas du PQ. Cela inclut forcément les membres de la SSJB, d'autant qu'un bon nombre d'entre eux portent plus d'un chapeau.

Deuxièmement, des suites de tous les ressacs, crises et confusions qui se sont succédés au fil des dernières années au sein du mouvement souverainiste, bon nombre de militants sont

partis, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Chacun a développé sa propre idée par rapport à ce qui n'allait plus. On a vu toutes sortes de gens y aller de toutes sortes d'opinions sur les causes de ces reculs. Mais vient aussi le moment de se dire : Bon, maintenant, on fait quoi ? Le temps est venu, je crois, de se tourner vers l'avenir et, surtout, de se regrouper à nouveau.

D'ici la tenue du prochain Conseil national du PQ, prévu pour la mi-janvier, à Québec, nous devrions avoir une meilleure idée de ce que la Commission politique soumettra aux membres comme proposition principale afin de remplacer l'actuel article No 1 du programme. Ce sera un aspect clef de ces futures consultations. Des propositions en matière de priorités devraient être également soumises.

Est-ce que la proposition principale pour remplacer l'article No 1 sera assez claire et suffisamment mobilisatrice pour unir largement les membres, ainsi que, par ricochet, tout le reste du mouvement souverainiste ? On le saura bien assez tôt. Inclura-t-elle une feuille de route ? Quelles seront les priorités ? Comment tout cela pourra s'arimer avec les discussions en vue d'une plus grande convergence au sein du mouvement souverainiste ? On ne le sait pas encore, mais cela ne devrait pas tarder.

Si cela n'est pas à la hauteur des attentes, alors il faudra songer à bonifier le tout. Il ne serait pas souhaitable que les gens continuent à partir dans toutes les directions. Cela prendra nécessairement une plus grande concertation entre un maximum d'acteurs pouvant jouer un rôle important dans les débats. Je me réfère d'abord à la SSJB, mais aussi à d'autres organismes, comme le SPQ Libre, la revue *Action nationale*, le site de Vigile, le Rassemblement pour un pays souverain et le Bloc québécois. D'autres encore pourraient être ajoutés à cette liste.

Cela adonne bien, puisque le Bloc tiendra lui-même, dès le début de février, un important Conseil général et devrait également tenir, plus tard en 2017, son propre congrès. La SSJB tiendra de son côté, comme à l'habitude, sa grande assemblée annuelle en mars. Je crois, à ce titre, et pour toutes les raisons évoquées plus haut, que notre prochaine assemblée devrait revêtir un aspect plus « politique » qu'à l'accoutumée.

Le SPQ Libre, de son côté, n'a pas tenu de réunion pour ses membres depuis un certain temps. Cela remonte avant l'arrivée de Pierre-Karl Péladeau. Selon moi, ce serait plus que jamais le temps de les convoquer à nouveau. Je crois que le SPQ Libre a démontré suffisamment de crédibilité et d'influence par le passé pour jouer un rôle moteur afin de favoriser assez rapidement un maximum de convergence dans les débats à venir.

SPQ Libre!

L'heure n'est plus à la dispersion, non plus qu'au cynisme ou à une quelconque forme d'attentisme qui s'appuierait sur l'idée d'attendre que les choses s'améliorent d'elles-mêmes comme par magie. Tous et chacun pouvons jouer un rôle déterminant pour la suite des événements.

J'aimerais faire un dernier commentaire. Selon la feuille de route que présentait, lors de la dernière course à la chefferie, Martine Ouellet, il y avait la tenue d'un référendum à la fin du premier mandat découlant d'une victoire en 2018. Selon ce que dit maintenant Jean-François Lisée, ce référendum aura lieu au début du mandat suivant, et pas avant. Dépendamment de ce qui se produira, entre maintenant et la fin du prochain premier mandat, l'écart pourrait ne pas être si grand que cela. Tout dépendra essentiellement de ce que les grandes consultations, ainsi que le prochain congrès du PQ, amèneront, ce qui nous ramène finalement, une fois encore, à ce que tous et chacun sauront faire au cours de la prochaine période. Bref, je nous souhaite à tous et toutes, pour 2017, une année décisive qui nous aidera enfin à sortir du marasme des années précédentes. •••

Florilège culturel

par Jean-Pierre Durand

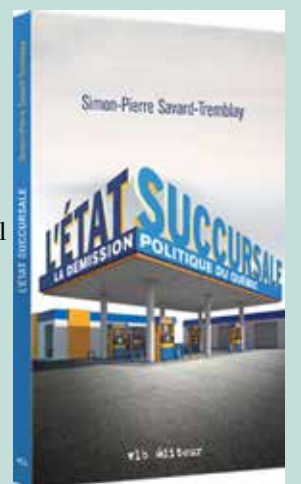
Le Québec ne manque pas d'artistes, d'écrivains, de réalisateurs pour nous offrir des œuvres diversifiées à souhait. N'est-ce pas là une preuve assez probante que notre pays, qui aspire toujours à naître, a du talent à revendre, que nos créateurs sont reconnus et appréciés ici même comme sur plusieurs scènes du monde, et démontrent on ne peut mieux de notre fabuleuse existence comme peuple. Quand on pense qu'un certain Durham parlait d'un peuple sans histoire à propos des Canadiens français, on comprend mieux aujourd'hui qu'il avait tout intérêt à nous voir prendre notre trou, car qui sait si, malgré sa petite tête de nœud, il n'avait pas déjà perçu que nous n'étions pas près de nous taire et que nous ferions entendre longtemps cette parole québécoise jusqu'à se l'approprier complètement. Mais, pour l'heure, évitons de nous épivarder et contentons-nous de ne dresser qu'une liste de taille lilliputienne et totalement hétéroclyte d'œuvres ou de « produits » culturels qui ont capté l'attention de bibi et qui vous intéresseront peut-être itou.

J'aime lire et ma préférence va pour les romans. Malheureusement, et excusez-moi si cela fait culcul de le dire ici, l'avenir de mon pays me préoccupe à ce point que je consacre davantage de temps à la lecture d'essais politiques et de livres d'histoire, alors que mon penchant naturel irait plutôt vers le roman. Je ne m'en plains certes pas, mais je déplore parfois d'avoir à vivre dans ce pays sans bon sens où il est difficile de ne se contenter que de romans légers où seule l'évasion du quotidien n'en serait l'apanage, tandis que nos adversaires ravalent le Québec au rang d'une province. Il existe quand même des romans qui transcendent cette définition. C'est le cas du dernier-né d'YVES BEACHEMIN, *Les Empocheurs*, paru chez Québec/Amérique, et qu'on annonce comme un roman d'apprentissage sur fond de corruption politique. J'ai lu quelques six romans d'Yves Beauchemin, en commençant par son premier, *L'Enfirouapé*, publié au début des années 1970, et je n'ai jamais été déçu. Outre l'écrivain, j'ai pu apprécier comme bon nombre d'entre vous sans doute la fougue du militant et ses propos pour défendre le Québec et sa langue, à la SSJB comme au Mouvement Montréal français. J'ai toujours partagé son indignation. Je suppose aussi que derrière l'écrivain du *Matou* ou de *Charles le téméraire* se trouve un homme insatisfait que le Québec ne soit pas encore ce pays tant espéré, un Québec qui piétine et hésite. Moi qui dépasse la soixantaine, je peux en témoigner tous les jours : il est désolant de voir ce pays prendre autant de temps à se brancher, à se libérer et à voler de ses propres ailes. Mais, dans la vie, il faut être un battant et l'homme admirable qu'est Beauchemin montre à qui veut l'entendre que ce n'est pas demain la veille qu'il abdiquera et qu'il déposera sa plume... pour notre plus grand bonheur ! Je lirai ce roman pendant le congé des Fêtes et je vous invite à en faire autant.



Yves Beauchemin
(Photo : Martin Doyon)

Ces temps derniers, des essais percutants ont été publiés. Après *Le souverainisme de province* (Boréal, 2014), voilà que SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY nous revient avec *L'État succursale*, paru chez VLB éditeur, dans lequel il nous convie à la mobilisation contre la démission. De son côté, ÉRIC POIRIER publie chez Septentrion un livre essentiel pour quiconque veut avoir un portrait réel de ce qu'il reste de la loi 101 quarante ans après son adoption. Intitulé tout simplement *La Charte de la langue française*, le livre est préfacé par Guy Rocher. Aux Éditions du Québécois, YANICK BARRETTE nous présente des entretiens politiques avec Bernard Landry, Claude Béland, Gérard Larose et le regrette abbé Raymond Gravel. Intitulé *Parole(s) d'indépendance*, la préface est de Pierre Karl Péladeau et la postface de Mario Beaulieu. C'est un livre qui s'offre bien à quelqu'un d'indécis... pour le récupérer de notre côté !



Dans un registre différent, les Éditions Point du jour font paraître fin décembre un ouvrage de Marcel Ducharme consacré à *Louise-Amélie Panet, seigneuresse, artiste-peintre et poétesse*. Il porte sur la vie et l'œuvre littéraire et artistique de la seigneuresse Panet, décédée en 1862. Mariée à William Bent Berczy (aussi artiste-peintre), cette grande dame de Sainte-Mélanie tenait salon littéraire. Pour en savoir davantage sur le catalogue de la maison d'édition lanauoise, qui offre un corpus varié et de qualité, il suffit de se rendre sur le site editionspointdujour.com. Et il arrive à l'éditrice, Yolande Gingras, une amoureuxse de la littérature, de convier ses lecteurs à des agapes littéraires.



Louise-Amélie Panet

suite à la page 15



Avis aux intéressés !

Au début de l'automne, je suis allé voir au Petit Chapiteau de Québec le spectacle de **PAUL PICHÉ**. Je n'avais pas vu de spectacle de Piché depuis des lustres et je me demandais si la magie opérait encore. Eh bien oui, même après 40 ans de carrière, Piché demeure cet artiste attachant, heureux après bien des printemps et des textes qui n'ont pas pris une ride. Il nous a fait la surprise de nous présenter en première partie son fils qui a poussé quelques chansons de son cru qui ont reçu un bel accueil. Mais la découverte aura été sans contredit la participation de sa très jeune fille, une gamine qui nous a interprété « La vie en rose » a cappella et qui a accompagné son père pour deux chansons. Bref, ce fut une soirée mémorable, avec un chanteur au meilleur de sa forme qui nous a servi à la fois de nouvelles chansons, mais aussi plusieurs de ses immortelles. Il revient en grandes pompes le 17 mars au Centre Bell, avec de nombreux artistes. Redécouvrez cette légende toujours bien vivante.

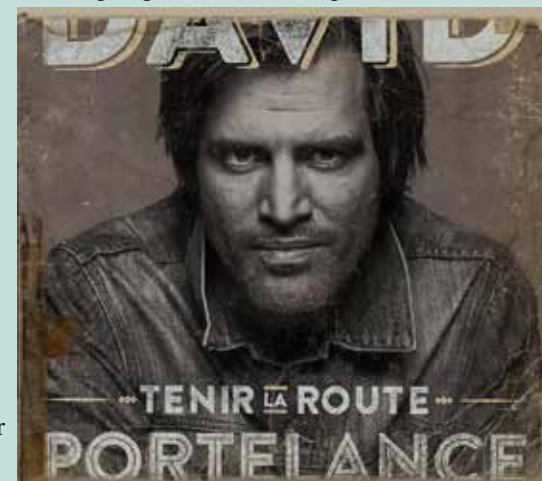
SYLVAIN LELIÈVRE (1943-2002) nous manque. Si j'aime la chanson française, et québécoise en particulier, c'est un peu beaucoup grâce à lui, que j'ai eu comme professeur de littérature au cégep de Maisonneuve. J'étais quelque peu dubitatif en apprenant que des artistes variés reprenaient ses chansons dans *Salut Sylvain !* mais je me suis laissé quand même gagné par la curiosité et, au final, j'ai bien aimé... même si je ne renoncerais jamais à écouter « l'original ». L'album contient plusieurs incontournables de Lelièvre interprétés par Ariane Moffatt (« Petit matin »), les sœurs Boulay (« Marie-Hélène »), Michel Rivard (« La basse-ville ») et



Isabelle Boulay (« Toi l'ami »), pour n'en citer que quelques-uns. Ces albums-hommage sont devenus courants et certains s'en plaignent, préférant l'artiste original. En effet, ce n'est pas toujours très réussi, si je pense à l'album sur Gilbert Bécaud interprété par Mario Pelchat qui m'avait déçu. Mais il y a souvent quelques surprises comme ce *Chapeau monsieur Lévesque !* que j'ai pour ma part très apprécié. **RAYMOND LÉVESQUE** est un géant que l'on gagne à réécouter. Ses textes et chansons tendres, humoristiques ou touchants renaissent ici de belle façon, à commencer par cette chanson célèbre « Quand les hommes vivront d'amour », interprétée par Luce Dufault, Mélanie Renaud et Nanette Workman. Et d'autres textes rendus à merveille par Marie-Pierre Arthur, Richard Séguin et Patrick Michaud. Et que dire de cette chanson engagée « Québec, mon pays » que reprend Paul Piché ! Un bijou de disque.



C'est en assistant récemment à un concert des sœurs Boulay à Joliette que j'ai découvert l'auteur-compositeur-interprète **DAVID PORTELANCE**, qui faisait la première partie du spectacle. C'est souvent ingrat pour un chanteur peu connu de réchauffer une salle quand tout le monde est venu d'abord et avant tout pour l'artiste principal, ici les sœurs Boulay. Il demeure que David Portelance ne m'était pas si inconnu que cela. J'ignorais en effet que cet homme était l'auteur de certaines des plus belles chansons du célèbre conteur de Saint-Élie-de-Caxton, Fred Pellerin, dont ce chef-d'œuvre intitulé « Au commencement du monde » et cet autre bijou « Tenir debout ». David Portelance a une plume formidable et je suis certain que je le retrouverai un autre jour sur scène avec, sait-on jamais...



les sœurs Boulay en première de son spectacle ! Entre-temps, procurez-vous son album *Tenir la route*, il en vaut le coup.

La nécessaire convergence

par Didier Calmels

Le Parti libéral du Québec dirige la destinée des Québécois depuis 2003, hormis la brève intermission du gouvernement Marois. Le Québec d'aujourd'hui, c'est un Québec fabriqué, modelé et pensé par les libéraux de Charest et de Couillard. Ce Québec dominé par le PLQ ne plaît pas à une forte majorité de Québécois. À chacune des dernières élections, la majorité francophone, éparpillée entre plusieurs partis, a refusé de plébisciter le PLQ. Pourtant, à chaque fois, ce parti a été reporté au pouvoir, essentiellement par la minorité non-francophone. Une majorité qui se divise et laisse son gouvernement être choisi par la minorité, c'est un signe d'abdication, de renonciation.



Malgré les scandales, malgré l'austérité toxique qui détruit les acquis des Québécois, malgré leur incompétence économique, malgré le parfum de corruption qui exhale du Parti libéral depuis des années, malgré leur aplaventrisme devant Ottawa et leur mépris affiché pour l'identité québécoise et, surtout, malgré le fait que moins de 20 % de l'électorat francophone les appuie, les libéraux de Philippe Couillard demeurent au pouvoir et risquent de l'être encore lors de la prochaine élection.

Pourquoi ? Parce que les Québécois sont divisés entre la Coalition avenir Québec, Québec solidaire, Option nationale et le Parti québécois, tandis que les non-francophones appuient aveuglément, dans une harmonie presque totale, le PLQ, seul parti, pour eux, capable de contrer les potentiels élans souverainistes de la majorité.

La main tendue

Depuis un certain temps, le Parti québécois tente de contrer la division de l'électorat. Les derniers chefs du PQ, Pierre-Karl Péladeau puis Jean-François Lisée, ont multiplié les appels à l'unité des forces progressistes et des souverainistes. Ils sont bien conscients que, sans une union de la majorité québécoise, les libéraux risquent de rester au pouvoir encore pour une éternité.

Le PQ a courtisé Sol Zanetti, chef d'Option nationale, puis François Legault, chef de la Coalition avenir Québec, ainsi que les dirigeants de Québec solidaire, Amir

Khadir et Françoise David, proposant même à ces derniers des candidatures communes et indépendantes lors d'une élection complémentaire. À chaque fois, ce fut peine perdue. Chacun est resté campé sur ses positions et n'a pas voulu trouver de point d'entente avec le PQ pour évincer les libéraux.

Pour ON, c'est simple, si le PQ ne propose pas de référendum sur la souveraineté du Québec au plus tôt, alors il n'y aura aucune entente possible. Pour la CAQ, la porte s'est refermée rapidement, son chef refusant toute possibilité d'association, même temporaire. Il faut dire que quand bien même son parti compte plusieurs souverainistes, à tendance plutôt de droite ou conservatrice, François Legault se dit fier Canadien, adhère au fédéralisme et n'a pas l'intention de s'associer avec un parti souverainiste. Du côté de QS, on sent une animosité envers le PQ. La co-porte-parole, Françoise David, a, de prime abord, refusé la main tendue par le chef du PQ. Toutefois, réunis lors du Conseil national en novembre dernier, les dirigeants de QS ont dû écouter leurs membres. Ces derniers ont choisi d'ouvrir la porte à une convergence avec d'autres formations politiques.

Cette convergence est conditionnelle à des exigences de Québec solidaire, allant de la fin de l'austérité à l'autodétermination des Premières Nations, en passant par un

indépendantisme inclusif et par l'arrêt du développement des hydrocarbures.

La voix des militants

On peut être d'accord ou pas avec les exigences de QS et le fait que cela soit non négociable, on peut aussi douter de la bonne foi de leurs dirigeants pour mener à bon port une possible alliance, mais ce qu'il faut comprendre dans ce changement de cap de QS, c'est que ce sont les membres de ce parti qui ont forcé la main aux dirigeants. Sans ce vote des membres en Conseil national, QS aurait maintenu fermée la porte à tout rapprochement avec le PQ.

Les membres de QS ont bien compris qu'il faut surmonter la division du vote francophone et trouver un terrain d'entente pour en finir avec les libéraux et se débarrasser du gouvernement toxique de Couillard.

Si cette ouverture est possible avec les membres de QS, il est aussi possible d'imaginer que dans les autres formations politiques, les membres ne soient pas d'accord avec les positions de leurs chefs concernant les alliances. À la CAQ ou chez ON, il se trouve probablement des militants qui, voyant la possibilité que le PLQ dirige encore le Québec après l'élection de 2018, ne veulent plus laisser le pouvoir à une minorité et veulent en finir avec la division du vote francophone. Ils doivent se faire entendre.

Rassembler

Le chef du PQ a tendu la main aux dirigeants des autres partis, il a courtisé leurs chefs pour trouver un terrain d'entente qui mettrait fin au règne interminable des libéraux. Mais que faire quand ces mêmes dirigeants ferment la porte et refusent toute possibilité d'association ?

Les gens qui militent ou votent pour un parti politique ne sont pas prisonniers du choix de leur chef. Jean-François Lisée doit avoir l'audace de passer par-dessus les chefs et s'adresser directement aux partisans des autres formations.

Suite à la course à la chefferie au PQ, Lisée a su intégrer des propositions clés des autres candidats. Pour ratisser plus large et rallier le plus de gens possible, le nouveau chef a arrimé ses positions avec celles de Martine Ouellet et d'Alexandre Cloutier. Il s'est aussi adjoint Paul St-Pierre Plamondon pour faire le tour du Québec afin de repenser le PQ. Ce qu'il est en train de faire avec le PQ, Lisée doit aussi le faire avec celles et ceux qui ont voté pour ON, la CAQ ou QS. Si les dirigeants de ces partis sont réfractaires aux alliances, le PQ doit mettre tout en branle pour ouvrir la porte à ceux qui pensent qu'une union de nos forces est nécessaire. Pour évincer les libéraux du pouvoir, le PQ doit trouver des points de ralliement entre ses propositions et celles de la CAQ, de QS et d'ON. Pour ainsi rassembler le plus grand nombre de gens et refaire du PQ, la coalition arc-en-ciel qu'elle fut à l'origine, lors de l'élection de 1976.

Converger, c'est avoir le même objectif et tendre vers le même but. Outre la souveraineté, notre objectif commun devrait être de tout faire pour mettre à la porte les libéraux. La nécessaire convergence, ce n'est pas tant celle des partis, mais celle de toute la population. Les Québécois pourront bien continuer de gueuler contre le gouvernement Couillard, chacun dans son coin, chacun dans son parti, mais tant et aussi longtemps qu'ils ne surmonteront pas leur inquiétante désunion, ils renonceront à leur pouvoir décisionnel et contribueront, encore une fois, à faire élire le PLQ. ●●●

LUC THÉRIAULT
Député de Montcalm

1095, montée Masson
Mascouche (Québec) J7K 2M1
450 474-1044 // 1-800-263-5726
luc.theriault@parl.gc.ca
/luctheriaultdepute




Xavier Barsalou-Duval
Député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères

BLOC Québécois

1625, boulevard Lionel-Boulet, bureau 202
Varenes (Québec) J3X 1P7
Téléphone : 450 652-4442
Courriel : xavier.barsalou-duval@parl.gc.ca




Le Patriote

Une presse libre pour un Québec libre !

Annoncer dans le journal : un geste militant pour la suite du monde.

514 843-8851



MARIO BEAULIEU
Député de La Pointe-de-l'Île

12500 Boulevard Industriel,
Montréal, Québec, H1B 5P5
514 645-0101 Mario.beaulieu@parl.gc.ca




Gabriel Ste-Marie
Député fédéral de Joliette

BLOC Québécois

Circonscription
436, rue St-Viateur
Joliette (Québec) J6E 3B2
Tél. : 450 752-1940
Télec. : 450 752-1719
Sans frais : 1 800 265-1940
Gabriel.Ste-Marie@parl.gc.ca




ENTRAIDE VOTRE ASSURANCE VIE

Bénéficiez d'une assurance payable rapidement

UN SERVICE PROFITABLE

L'Entraide est une assurance vie collective pour les membres de la SSJB et ceux/celles qui veulent le devenir. Une protection utile, facile et économique!

Une protection avantageuse

- Primes modiques, particulièrement pour les jeunes ;
- Pas d'augmentation de primes avec les changements d'âge ;
- Et bien plus.

entraide.ca • 514 849-2233

Assuré par Humania Assurance Inc.



Le Patriote

Journal édité par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest,
Montréal (Québec) H2X 1X3
Téléphone : 514 843-8851

Vous avez des suggestions ou des commentaires à nous faire ?
Communiquez avec nous par la poste ou par courriel à l'adresse journal@ssjb.com.

Dépôt légal : 4^e trimestre 2016.
Bibliothèque et archives nationales du Québec.
Reproduction autorisée avec mention de la source

Directeur et rédacteur en chef
Jean-Pierre Durand

Mise en page
Pierre Dagesse

Ont collaboré à ce numéro par des textes, des illustrations ou autrement :
Pierre Allard, Xavier Barsalou-Duval, Claude Boisvert, Didier Calmels, Pierre Dagesse, Éline Des Lauriers, Philippe Dujardin, Jean-Pierre Durand, Jules Gagné, Christian Gagnon, Denise Giguère, Jocelyn Jalette, Martin Joseph Lamontagne, France Langlais, Maxime Laporte, Maryse Laurence Lewis, Robert Meloche, André Parizeau et Guy Raynault.



PROCHAIN NUMÉRO : mars 2017
DATE DE TOMBÉE : 18 février 2017



MILLE ET UNE FAÇONS DE MILITER POUR LE FRANÇAIS ET LE QUÉBEC !

Nous vous invitons à nous écrire à l'adresse journal@ssjb.com pour nous donner vos commentaires, à diffuser ce journal dans votre entourage, à soutenir nos annonceurs, ou encore à faire un don planifié à la Fondation pour la langue française (514 843-8851, poste 454). Vous pouvez devenir un bénévole à temps plein ou partiel au siège social de la SSJB, rue Sherbrooke Ouest, à Montréal. Ou encore militer dans l'une ou l'autre des organisations affiliées à la SSJB.

Et n'oubliez jamais que, comme le disait notre poète Gaston Miron :
Tant que l'indépendance n'est pas faite, elle reste à faire !

OUI, je suis indépendantiste et j'encourage la Société !

Membre ordinaire 10 \$

Membre étudiant 5 \$

Membre adhérent (Service d'entraide) 2 \$

Membre à vie 200 \$

Membre à vie (60 ans et plus) 100 \$

Don à votre discrétion \$

TOTAL \$

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____ Date de naissance _____

Courriel _____ Profession _____

Signature _____

Retourner avec votre paiement à :
SSJB, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H2X 1X3





